

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 60 centimes

N° 171. — 30 NOVEMBRE 1963

CONTRE LA FORCE DE FRAPPE

UNANIMITÉ DE LA GAUCHE



(Photo Elie Kagan.)

Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées dimanche à Puteaux, pour protester contre la force de frappe. D'autres manifestations identiques se sont également déroulées dans toute la France. Partout le P.S.U. était présent. (Lire pages 6 et 7)

La question

Dans le n° 169, du 16 novembre, de *Tribune Socialiste*, p. 3, partageant la page avec l'éditorial d'Edouard Depreux, sous le titre « Discussion budgétaire. — La force de frappe a fait une première victime : l'Education nationale », vous avez publié un article signé B. R. où nous pouvons lire :

« L'argument — qu'il veut massé — du ministre gaulliste, c'est que la V^e République paie les insuffisances de la IV^e en matière d'Education nationale. Voire. »

On peut se poser la question de savoir si le camarade B. R. conteste seulement et à juste titre la négation par le ministre des insuffisances, qui sont certaines et scandaleuses, de la V^e République, ou bien si ce « voire », si bien mis en relief, ne vise pas aussi le fond de la deuxième affirmation du ministre : les insuffisances de la IV^e en matière d'Education nationale. La grammaire inciterait à penser que le « voire » grassement du camarade B. R. affecte l'ensemble des deux propositions du ministre, et constitue par conséquent une réhabilitation de la IV^e en matière d'Education. Nous avons le devoir de faire remarquer qu'on attendrait plus naturellement de telles sottises de MM. Billères, Marie ou Le Bellegou que d'un militant socialiste écrivant dans l'hebdomadaire du parti.

Nous lisons un peu plus bas :

« Mais on va faire, l'année prochaine, trois nouvelles académies dont une à Abidjan ! Voilà qui fera plaisir aux étudiants de la Seine ! »

Que les étudiants de la Seine soient choqués ou attristés d'apprendre qu'une académie va être construite à Abidjan avec l'argent des contribuables français nous étonnerait fort ; nous avons de bonnes raisons de penser que les étudiants de la Seine comme d'ailleurs en France se réjouissent plutôt de cela si la nouvelle leur est connue. Interrogez l'U.N.E.F.

Germaine et Jean PIVASSET, Alger.

L'Iran

Nous avons reçu de l'ambassade d'Iran la lettre suivante :

1. — Les arguments de M. Michel Joch, parus dans *Tribune Socialiste* du 26 octobre, sont faibles, pour ne pas dire puérils, et font plutôt partie d'une animosité personnelle envers un pays ou un personnage que le reflet d'un parti politique français ou de son organe. Je cite par exemple : « ...les pauvres types qui n'ont pas le droit de manger le riz qu'ils récoltent (première nouvelle), le caviar qu'ils pêchent ou les pistaches qu'ils récoltent... » A ceci, je réponds « et le pauvre type qui est caissier à la Banque de France, celui qui fabrique le champagne ou une robe chez un grand couturier a-t-il le droit de les emporter ? »

2. — Il est certain qu'on ne peut encore comparer l'Iran à un pays comme la Suisse, la Suède, l'Allemagne ou les Pays-Bas, pour ne citer que ceux-là, mais si l'on veut demeurer objectif, on ne peut pas nier que l'Iran est aujourd'hui le théâtre

d'une véritable révolution interne économique et sociale, qui en fait le pays pilote du monde afro-asiatique et un pays intérieurement stable, tandis qu'à ses frontières et dans son immédiat voisinage, depuis une dizaine d'années... Le standard de vie des Iraniens est continuellement en hausse et je ne vous donnerai pour exemple que cette récente statistique des Nations Unies selon laquelle un Iranien consommait six kilos de sucre par an en 1940 et dix-neuf kilos en 1961.

3. — A une époque où les organes de presse les plus variés, tels *La Pravda*, *Radio-Moscou*, le *Times*, la *R.T.F.*, le *New York Times*, *Die Welt*, le *Corriere della Sera* et tant d'autres — à l'exception de certaines radios ou publications clandestines — louent le travail entrepris en Iran, je ne peux que m'étonner de plus en plus des lignes écrites par M. Joch, à qui je dis : « Allez en Iran, constatez librement sur place, et revenez nous dire ce que vous avez vu, comme tant d'autres l'ont fait et le feront encore. »

Un flic « bien »

Nous n'avons aucune tendresse pour les policiers tortionnaires, les policiers à la gâchette facile, les brutes sadiques que l'on rencontre trop souvent parmi les « gardiens de la paix ».

Mais nous saluons le courage de Hubert Odin, vingt-quatre ans, agent de la circulation, tué par un bandit parce qu'il faisait consciencieusement son métier en poursuivant les auteurs d'une agression.

« Ne regardez pas ce que je fais »

Selon les dirigeants américains, la direction de la révolution cubaine est une « petite bande de conspirateurs dont les efforts sont dirigés par les puissances étrangères en vue de propager la subversion dans les autres républiques américaines ».

C'est sans doute pour cela que les U.S.A. maintiennent une base militaire à Guantanamo, sur le territoire même de l'île, et qu'ils fournissent matériel, instructeurs et bases de départ au « réfugiés antiaunistes » en vue de leurs incursions contre la révolution cubaine.

Des esprits facétieux seraient enclins à rapprocher cette appréciation d'une information parue dans « Le Monde » sous le titre : « Pas

Points sensibles

d'élections au Vietnam du Sud avant la victoire sur le Vietcong, proposent les experts américains. »

Il y a vraiment des gens qui perdent quelques bonnes occasions de se taire !

Cessez ces tracasseries

Depuis le 7 novembre, il est devenu impossible de se procurer les journaux algériens à Paris. Il paraît que c'est une mesure de rétorsion à la suite de saisies de journaux français en Algérie. Par principe, nous ne sommes guère partisans des saisies. Mais il est difficile de ne pas penser que si le gouvernement algérien a pu être des raisons de s'en prendre à la presse française, dans la mesure où elle intervient dans les problèmes algériens, le gouvernement français n'en a aucune d'infliger des brimades à la presse algérienne qui, elle, se préoccupe fort peu de nos affaires.

Si c'était le contraire...

Un engin a explosé près du dortoir occupé par l'unique étudiante noire de l'université d'Alabama. Un Blanc, arrêté à proximité, avec dans sa voiture un fusil de chasse et des journaux relatant de précédents attentats, a rapidement été relâché. Il n'est peut-être pas coupable. Il n'est même probablement pas coupable puisqu'on n'a retenu aucune charge contre lui...

Mais, imaginez qu'on ait trouvé un Nègre avec un tel matériel à proximité du lieu où un attentat venait d'être commis contre un Blanc. Croyez-vous qu'il s'en serait tiré aussi facilement ?

Une apparence de démocratie

Si le conflit algéro-marocain a été fatal à l'opposition kabyle, il place aussi l'opposition marocaine dans une situation difficile.

C'est ainsi que le vieil Istiqlal nationaliste d'Allal El Fassi siège à la Chambre des Représentants en raison des événements actuels, alors qu'il déclare le Parlement illégitime. C'est ainsi que le pouvoir a invité à siéger les députés de l'U.N.F.P., alors que l'opposition de gauche a été durement atteinte par la répression du « complot de juillet » (Nochai Ben Barka a d'ailleurs été condamné à mort et est réfugié à l'étranger).

En convoquant le Parlement pour entendre un discours de Sa Majesté, le roi du Maroc entend donner à son régime l'apparence de la démocratie et tenter de répondre aux critiques des Algériens.

Pensez à Preston Cobb

Amis lecteurs pensez à lui le 6 décembre. Pensez à Preston Cobb. Il a 17 ans et on a des raisons de croire que peut-être il va mourir. Je dis peut-être parce que j'ai peine à imaginer qu'une pareille chose soit possible. Ce jeune garçon est condamné à mort. A 15 ans, il a tué son patron. Ses recours en grâce ont tous été rejetés. En « toute justice », comme on dit, ce gosse doit donc mourir. Son patron était Blanc. Lui, il est Noir. Il n'y a aucun doute, c'est pour cela qu'on l'a condamné à mort. C'est pour cela qu'il va peut-être mourir.

Amis lecteurs pensez à lui.

Le petit roi se fait des alliés

Il y a peu de temps, Hassan II, le petit roi du Maroc, déclarait à l'intention des Américains que les Algériens étaient tous des espèces de Cubains et que, même, ils étaient barbus. Il n'oubliait pas évidemment de les qualifier aussi de communistes.

Sur sa lancée, il vient maintenant d'amnistier la plupart des Marocains ayant trempé dans la déposition du roi Mohammed V, son père. En d'autres circonstances, on pourrait considérer cela comme un simple acte de pardon.

Après ces déclarations et alors qu'on condamne à mort les leaders de la gauche marocaine, cela ne peut guère voir d'autre sens que celui d'un choix. Et d'autant plus que, dans la plupart des cas, l'amnistie s'accompagne de la restitution des biens.

Leçon de dignité

Le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat cambodgien vient de demander la cessation de l'aide que les Etats-Unis apportaient à son pays.

Le fait lui-même, pour étonnant qu'il soit à première vue, l'est moins que sa motivation. En effet, la note cambodgienne précise que « les services américains sont pourvoyeurs directs en armement, matériel de propagande et moyens financiers » des rebelles Kmers installés au Sud-Vietnam et conclut que, dans ces conditions, « la plus élémentaire dignité interdite au Cambodge d'accepter le maintien de toute forme d'aide américaine si minime soit-elle ».

Il paraît que les Américains se sentent blessés dans leurs sentiments philanthropiques.

Quant à M. Khoman, ministre des Affaires étrangères de Thaïlande, il a illico déclaré qu'en agissant ainsi le prince Sihanouk faisait « le jeu de la Russie et de la Chine communiste » et — manifestant apparemment une grande méconnaissance de l'esprit démocratique et humanitaire des services américains — il lui a prédit... le même sort qu'à M. Diem.

Le billet de J. Binot

Les Enervés

Nos inconditionnels, qui viennent de tenir kermesse avec Debré mais sans Bardot, ont prouvé à quel degré très haut ils possèdent l'instinct de conservation.

Apprennent-ils le crime de Dallas ? Ils font aussitôt fouiller les sous-sols, où pourrait éclater la bombe que nul n'a songé à y mettre.

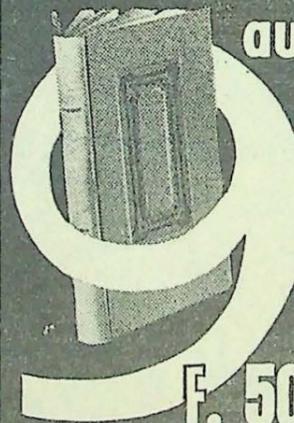
Parlent-ils de la succession ? C'est pour glapir à l'idée qu'un candidat oserait se dresser contre leur idole.

Et Malraux de la faire pâmer en leur offrant un portrait-robot de M. X... où il est question de néant et d'yeux vides — à croire qu'il finissait le parti de la force de frappe.

Un Malraux qui n'osera jamais demander à ses congénères combien ont lu La Condition humaine et Le Temps du mépris.

Offre exceptionnelle à nos lecteurs

au lieu de 15 F.



Les ravissants volumes reliés de la collection

ASTRÉE

(et 8 Fr seulement les œuvres en plusieurs tomes)

Ces prix sensationnels que nous offrons pour une commande minima de 5 volumes, sont destinés à mieux faire connaître la collection de classiques ASTRÉE — la plus belle réussite, dans ce domaine, de l'édition française depuis la guerre — à faire apprécier son élégant format allongé 10,5 x 20, sa perfection typographique, ses illustrations puisées dans les documents anciens, sa reliure pleine toile couleur pastel différente selon les siècles.

Ainsi tout lecteur qui commandera au moins 5 volumes des listes ci-contre les recevra franco, avec droit de retour : il lui suffirait donc, s'il était déçu, de les renvoyer dans les 48 heures, dans leur emballage d'origine, pour être immédiatement et intégralement remboursé. Chacun pourra ainsi examiner à loisir sans aucun risque cette merveilleuse collection et nous en commander par la suite, s'il le désire, d'autres titres aux mêmes conditions. Mais il faut faire vite car le tirage de certains de ces volumes qui ne seront pas réimprimés est presque entièrement épuisé (d'ores et déjà prière d'indiquer au moins un titre supplémentaire de remplacement pour le cas où l'un des volumes commandés serait épuisé).

Adressez donc immédiatement le bon ci-dessous à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, PARIS VII^e.

Œuvres en un seul volume : 9 Fr. 50

- BALZAC : 1. Une ténébreuse affaire - 2. La Cousine Bette - 3. Eugénie Grandet - 4. Le médecin de campagne - 5. Le curé de village - 6. César Birotteau - 7. ARISTOPHANE La Paix - Les Cavaliers - 8. SAINT AUGUSTIN Confessions - 9. BAUDELAIRE Les paradis artificiels - 10. BUSSY RABUTIN Histoire amoureuse des Gaules - 11. DIDEROT Le neveu de Rameau - 12. DOSTOIEVSKI L'éternel mari - 13. GOETHE Urfaust - 14. Abbé PREVOST Manon Lescaut - 15. RABELAIS Pantagruel - 16. RIMBAUD Œuvres complètes - 17. ROUSSEAU Les rêveries du promeneur solitaire - 18. SHAKESPEARE Le songe d'une nuit d'été - La tempête - 19. TOLSTOI La sonate à Kreutzer - La mort d'Ivan Ilitch - 20. La Geste de Roland.

Œuvres en plusieurs tomes. Le vol. : 8 Fr

- BALZAC : 21. Illusions perdues, (2 vol.) - 22. Splendeurs et misères des courtisanes, (2 vol.) - 23. HOMERE Odyssée, (2 vol.) - 24. MONTAIGNE Les Essais, (5 vol.) - 25. MUSSET Théâtre, (3 vol.) - 26. PASCAL Pensées, (2 vol.)

BON à adresser à la Librairie Pilote, 30 rue de Grenelle - Paris 7^e

Veuillez m'adresser :
 ouvrages à 9,50 ; les N° ou à défaut les N°
 ouvrages à 8,00 ; les N° ou à défaut les N°
 pour un montant total de somme que veuillez trouver ci-joint en un chèque
 chèque postal à votre compte Paris N° 13905 31 mandat. Je garde le droit de renvoyer ces volumes dans les 48 heures dans leur emballage d'origine et je serai en ce cas immédiatement et intégralement remboursé.
 NOM Profession.....
 Adresse
 C. C. P. ou bancaire Signature :
 T.S. 1 XI

AUX COTÉS DES TRAVAILLEURS

L'ANNEE sociale promise par l'U.N.R. détient déjà le record des journées de grève perdues depuis dix ans. Non seulement, le Pouvoir oublie ses promesses électorales, mais il refuse de tenir les engagements pris en mars dernier. Pour justifier ses refus, il en est réduit à falsifier les indices comme ses prédécesseurs les plus réactionnaires de la IV^e. Au lieu de parler des salaires réels, il cite des taux d'augmentation et néglige la hausse des prix qu'il a été incapable de juguler.

La vérité, c'est que le pouvoir gaulliste a pratiqué une politique de classe au détriment des salariés et des paysans, alors que les possédants ont majoré régulièrement leurs profits. La vérité, aujourd'hui, c'est que la moitié des cheminots gagnent moins de 600 F par mois.

Incapable de réaliser les réformes de structures qu'imposent notamment la lourdeur des circuits de distribution, la crise paysanne, la spéculation foncière, le Pouvoir a favorisé une nouvelle poussée inflationniste par l'accroissement des dépenses improductives. Par contre, l'Education

nationale, l'équipement sanitaire, la recherche scientifique, l'aide aux vieux et aux économiquement faibles, manquent des crédits indispensables.

Le gouvernement, déjà responsable de la détérioration de la situation économique, ne peut plus masquer à l'opinion qu'il est tout autant responsable des grèves qui se développent dans le secteur public et dans l'Université.

Aux cheminots, aux professeurs, aux étudiants, en lutte contre la politique gaulliste, le P.S.U. exprime son entière solidarité.

Il se félicite que la grève de la S.N.C.F. ait été préparée dans l'unité par tous les syndicats de cheminots, et il appelle ses militants à multiplier leurs efforts pour renforcer l'unité d'action des travailleurs en combattant le sectarisme et la démagogie.

Le P.S.U. ne veut pas s'immiscer dans les discussions engagées par les organisations syndicales pour la mise au point des mouvements revendicatifs ultérieurs, mais il tient à affirmer sa conviction que les di-

vergences de tactique qui se font jour ne seront surmontées que dans la mesure où les revendications professionnelles trouveront leur prolongement dans une action plus large destinée à mobiliser la masse des travailleurs pour un changement complet de politique.

Définir les objectifs à atteindre sur le plan social, les transformations à imposer sur le plan économique, les moyens à mettre en œuvre sur le plan politique, voilà la tâche que propose le P.S.U. à l'ensemble des forces populaires. »

Le P.S.U., soucieux de renforcer l'unité de la gauche, et d'assurer son renouveau, condition essentielle de sa victoire, va, au lendemain de son congrès, lancer une adresse aux partis politiques, aux syndicats, aux mouvements représentant les travailleurs des villes et des campagnes. Il leur proposera un programme concret, immédiatement réalisable, et des campagnes d'action destinées à faire aboutir les revendications.

E. D.

LE BUDGET AU SÉNAT

UNE OPPOSITION NON CONSTRUCTIVE

LE Sénat a repoussé le 19 novembre les crédits du ministère des Affaires algériennes. Les sénateurs communistes ont mêlé leurs voix à celles de l'U.N.R. pour s'opposer au vote des amendements présentés par MM. Pellenc (Gauche démocratique) et Portmann (indépendants) lesquels ont emporté la majorité hostile des sénateurs. Lors du débat à l'Assemblée nationale — sur les mêmes crédits pour l'Algérie — les députés communistes avaient — à l'encontre de leurs camarades sénateurs — voté contre le budget des Affaires algériennes, avec la S.F.I.O., le Rassemblement démocratique, quelques Centre démocratique et indépendants. Mais, rappelés à une conception plus « réaliste », les élus communistes de l'Assemblée avaient — après leur premier vote — annoncé qu'ils s'abstiendraient, en seconde lecture, « pour exprimer la volonté de voir se poursuivre et se développer l'aide économique et financière à l'Algérie ». Les sénateurs communistes les ont précédés.

La confusion de ces attitudes diverses n'est pas le seul fait des communistes, puisque dans les deux votes contradictoires, on trouve aussi des voix centristes. Seule, la S.F.I.O. a maintenu son opposition, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat.

Doit-on l'en féliciter ? C'est effectivement, comme l'exprime, avec un peu de retard, les députés communistes, « l'aide économique et financière » à l'Algérie qui est en cause, c'est-à-dire tout le problème de la coopération.

En réalité, l'opinion publique se perd dans ces subtilités parlementaires. En votant « pour », l'homme de la rue comprend qu'il va aider les peuples sous-développés d'Afrique à poursuivre — pour l'Algérie particulièrement — une expérience de révo-

lution socialiste (même si on peut discuter les modalités de cette dernière). Il comprend aussi que la coopération de la France, c'est, dans une large mesure, un frein — plus ou moins efficace, c'est vrai — à la pénétration communiste dans ces pays.

Mais en votant « contre », l'opinion publique perçoit vaguement qu'en agissant ainsi, on condamne tout à la fois la violation des accords d'Evian par Ben Bella, la faiblesse de notre gouvernement dans la défense de nos compatriotes, l'excès de l'aide consentie au gouvernement algérien qui nous paie en ingratitude (!) ; une démission, en quelque sorte. Ce vote hostile, c'est pour certains un bienheureux repli sur l'hexagone ; pour d'autres, c'est l'expression d'une hostilité à la forme d'aide bilatérale, la marque d'une opposition à la politique poursuivie par Ben Bella, ou encore le moyen de s'affirmer les meilleurs défenseurs des rapatriés.

En réalité, dans ce fatras d'idées contradictoires nées d'attitudes successivement différentes, il ressort que l'opposition parlementaire valable n'a pas, une fois de plus, utilisé la tribune du Parlement et du Sénat pour dresser, à l'usage du pays, un véritable réquisitoire de la politique incertaine du gouvernement gaulliste et lui opposer le programme, clairement exprimé, de la gauche française.

Ainsi l'homme de la rue aurait-il peut-être compris que la coopération aux pays sous-développés n'est pas nécessairement l'aide fastueuse à certains potentats africains que hante l'exemple de l'usage de la grandeur métropolitaine ; il aurait aussi pu comprendre — l'homme de la rue — quelles responsabilités incombent aux pays modernes industrialisés, et quels sont — au-delà de la morale — leurs intérêts profonds d'aider au relève-

ment, à la prospérité et au bonheur des Etats nouveaux qui souffrent encore des séquelles du colonialisme.

Et puis, enfin, l'opposition n'est pas une systématisation du refus, mais une contestation réfléchie. La contestation n'est pas toujours négative, car si elle peut accepter ce qui est valable, elle doit aller au-delà des demi-mesures pour envisager — toujours — ce qui est la vocation de la gauche socialiste.

Certes, les tribunes parlementaires sont bien décriées, et le gaullisme au pouvoir y est pour beaucoup. Mais le

moyen de rendre au citoyen l'intérêt qu'il n'aurait jamais dû perdre du parlementarisme — une des formes de la démocratie — c'est, pour l'opposition étouffée, de profiter encore de ce qui lui est concédée parcimonieusement.

Encore faudrait-il que la gauche socialiste ne donne point le spectacle d'une lamentable confusion de pensées dans lesquelles on démêle trop bien l'existence de certains intérêts électoraux ou privés...

B. R.

Le nouveau départ du P.S.U.

Chaque courrier nous apporte des nouvelles réconfortantes.

Voici, parmi beaucoup d'autres, des passages de deux lettres reçues cette semaine :

« Me voici de retour du service militaire où j'ai passé dix-huit mois de vie infernale et, maintenant, il est nécessaire que je me préoccupe de l'avenir de notre pays (pauvre pays!). »

« Moi qui ai toujours été un fidèle sympathisant du P.S.U., il est normal que, maintenant, j'y adhère. »

G. B.

28, rue Glnette-Neveu, Paris-18^e.

« Nous sommes pleins d'espoir, car nous sommes persuadés que le P.S.U. a eu raison

dans le passé et porte les espérances de l'avenir.

« Depuis le Congrès, il nous est rentré une soixantaine de volets supplémentaires et nous avons fait cinq adhésions nouvelles à la section de Saint-Brieuc. »

Antoine Mazier, secrétaire fédéral des Côtes-du-Nord.

Le mouvement de réadhésions s'accroît.

« Puis-je demander à tous les amis et sympathisants de penser également à « Tribune Socialiste » ? Merci à cet excellent ami de Seine-et-Marne qui me charge de transmettre un abonnement de soutien de 200 NF. »

Edouard Depreux.

UN COURANT POUR L'UNITÉ SYNDICALE S'EST AFFIRMÉ AU CONGRÈS F.O.

UN congrès, ce n'est pas seulement un ensemble de discours, c'est aussi une série de rapports humains, de retrouvailles, de conversations, c'est aussi une atmosphère qui se crée au-delà des rites.

Ceux-ci n'étaient pas absents à ce 8^e congrès de « Force Ouvrière » (40^e congrès corporatif, pour reprendre la terminologie de la vieille C.G.T.) qui s'est tenu du 20 au 23 novembre dans la grande salle de la Mutualité. Le matin de la première journée, Robert Bothereau avait présenté son rapport. Sobre, modeste, mais connaissant son monde, sachant l'estime que lui portent généralement ceux-là même qui le critiquent, assuré en tout cas d'être approuvé par une majorité, comme le serait, à travers lui, son successeur virtuellement désigné. L'après-midi, un débat-fleuve (90 orateurs inscrits). En dehors de quelques vedettes dont l'intervention était attendue avec curiosité — et qui étaient des opposants pour la plupart — on savait qu'on entendrait beaucoup de redites et des paroles parfois sans intérêt. On savait que beaucoup d'orateurs dépasseraient leur temps de parole et on n'était pas étonné d'entendre nombre d'entre eux commencer par la formule sacramentelle : « Le syndicat de X... ou les syndicats que je représente voteront le rapport moral, ou parfois ne le voteront pas ou s'abstiendront. »

Mais, au-delà des rites de cette démocratie un peu formelle, l'atmosphère était vibrante, passionnée. Certains orateurs soulevaient des gerbes d'applaudissements ou des protestations véhémentes. On sentait que les congressistes se posaient des questions auxquelles ils apportaient des réponses différentes. Les tendances s'affrontaient.

En fait, deux thèmes devaient dominer ce congrès : celui de l'intégration, c'est-à-dire au fond de l'attitude face au néo-capitalisme et au régime gaulliste ; celui de l'unité syndicale, c'est-à-dire de la position à adopter face à l'évolution de la C.G.T. et de la C.F.T.C., évolution niée par les uns et reconnue par les autres.

Bothereau égal à lui-même

D'entrée de jeu, Robert Bothereau définissait la position de son organisation face au régime actuel, position assurément menacée : « La V^e République est un régime autoritaire... Mais ce n'est pas l'homme qui dirige le pays qui est inquiétant, c'est sa succession. » Et d'évoquer l'hypothèse qui lui fait peur : celle d'un affrontement entre une droite qui serait devenue fascisante et une gauche qui serait dominée par le parti communiste.

Bothereau justifie ensuite l'immobilisme de la confédération : « Si celui-ci est la défense des libertés, je suis pour l'immobilisme. »

Il en arrive à la place du syndicalisme dans la nation « qui doit toujours se situer entre la collaboration et la contestation ».

Mais, à ce sujet, le secrétaire général n'est pas inquiet. L'intégration ? « Nous ne pouvons davantage être absorbés dans le pouvoir. Le pouvoir qui voudrait intégrer dans l'Etat les sommets syndicaux et nous faire prisonniers ne saisirait que des ombres. La base ne suivrait pas. »

Il va même jusqu'à concéder que le conseil supérieur du Plan devrait s'inscrire dans les activités du Conseil économique (ce qui ne satisfait pas les anti-intégrationnistes les plus acharnés du congrès).

Et l'on en vient au problème de l'unité syndicale. Un pleur sur la F.E.N., cet enfant perdu avec lequel on alimenterait avoir « plus de contacts ». Quant à la C.F.T.C., son avenir inquiète Bothereau : « Le problème, pour elle, est de savoir si en abandonnant son deuxième « C » elle n'abandonnera pas en même temps une partie de ses troupes. » Cependant, « elle préservera peut-être son unité au prix d'un arrangement avec la hiérarchie catholique. »

Car Bothereau reconnaît que l'Eglise évolue, mais il s'agit sans

doute d'un privilège du catholicisme romain : « La C.G.T., elle, n'évolue pas. » Voilà qui est net. « L'Élysée a remis en piste Benoit Frachon qui a été très heureux d'être reçu par le Premier ministre à l'occasion du plan de stabilisation. » On se doutait pourtant, avant cet événement, que la C.G.T. avait quelque influence dans le pays.

Et la déstalinisation ? Bothereau déclarait avant le congrès qu'il préférerait que la C.G.T. soit « chinoise » : ainsi les militants de F.O. seraient moins tentés par des « coucheries » avec elle. Et il expliquait : « Mao le Chinois voudrait nous dévorer tout crus, alors que Khroucht-



(Photo Elie Kagan.)

Bergeron : plus dynamique, mais la même politique.

chev préfère les plats mieux cuisinés. »

Et, dans sa réponse aux orateurs, le leader de F.O. conseillera aux délégués de « ne pas prêter le flanc aux spéculations sur l'unité syndicale ». Il s'inquiétera même des progrès de l'unité d'action qui n'est plus discutée au sein de F.O., car tout le monde la fait, bien que, selon les « orthodoxes » (ceux de F.O. comme ceux de la C.G.T. d'ailleurs), elle mène inévitablement à l'unité organique : « Certains pratiquent l'action commune. Ceux qui usent de la drogue l'estiment sans danger parce qu'ils se croient immunisés. Le rôle de la confédération est de les mettre en garde : le travail de sape peut d'un coup détruire l'édifice. En 1936, le syndicalisme libre a été emporté ! » Toujours cette obsession du passé que l'on retrouve aussi d'un autre point de vue, chez Benoit Frachon.

Et pourtant, Bothereau n'est pas dénué de clairvoyance comme l'ont montré ses prises de position sur le problème algérien. Il pressent certaines évolutions, préconise un syndicalisme de masse, reconnaît le décalage des générations. Mais son éloge du centrisme fait de lui, à certains égards, un homme de la III^e République et sa peur du communisme le fait pencher du côté des conservateurs.

Cependant, on remarquera que le successeur de Bothereau est un homme jeune. Typographe, ancien secrétaire de l'U.P. de Belfort, âgé de 41 ans, André Bergeron, le nouveau secrétaire général, apparaît plus dynamique que Bothereau, Tou-

tefois, il est probable qu'il fera la même politique. N'a-t-il pas déclaré après son élection : « L'unité ? Il ne sert à rien de dire qu'elle pourrait exister si les conditions étaient remplies. Nous savons qu'elles ne le sont pas et ne le seront sans doute jamais. »

Alors, dira-t-on, il n'y a rien de changé à F.O. ? Si, comme nous l'avons déjà souligné ici, il y a une évolution en profondeur et ce congrès tumultueux l'a confirmé.

Une pluie de critiques

Il suffisait d'assister aux débats pour s'en convaincre. Après le rapport de Bothereau, une pluie de critiques s'abattait sur la tête des membres du bureau confédéral, impassibles à la tribune.

Sirio, de la fédération des employés, ouvre le feu. Il répond à Bothereau : « Ce congrès doit être le congrès du bon sens, mais aussi celui de l'avenir. » L'orateur pose le problème de l'unité syndicale et demande qu'on lève les « tabous ». Des intervenants, plus virulents, reprochent à la confédération de ne pas avoir fait l'unité d'action contre l'O.A.S., de ne pas participer à la campagne contre la force de frappe, d'avoir décidé seulement un quart d'heure d'arrêt de travail contre la loi réglementant le droit de grève. On entendra même un représentant des fonctionnaires, Lubin, déclarer : « Les positions nuancées à l'extrême, pour ne pas dire ambiguës, du bureau confédéral font apparaître la doctrine sans doctrine, sans idéal, sans foi. »

Maurice Labi, des industries chimiques, dans une intervention qui se veut trop habile, manque un peu de punch. Il termine en dénonçant pourtant « tous les immobilistes, tous les conservateurs de la confédération ».

Il faut d'ailleurs reconnaître que les opposants dits modernes défendent parfois des intérêts teintés d'archaïsme. C'est ainsi que Labi fait l'éloge de la charte d'Amiens — manifestement dépassée — et s'en prend maladroitement aux partis politiques. D'autres, tels que Lavalet Malnoe, de la métallurgie, s'en prennent aussi vivement que les majoritaires à la C.G.T. et à la C.F.T.C.

Quant aux opposants dits traditionnels, représentés notamment par Hébert (V.O. de la Loire-Atlantique) et Dercourt (employés), ils s'en prennent plus aux modernes, suspects de vouloir « l'intégration », qu'à Bothereau lui-même. Hébert, taxé par Labi « d'imbecillité », dira avec une belle franchise : « Je suis pour le syndicalisme de papa. » Mais il perdra toute mesure en évoquant les syndicats hitlériens à propos de la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise et en attaquant la C.F.T.C. « syndicat jaune ».

Les conformistes viennent surtout de certaines fédérations : textile, services publics et de santé (Gisse-laire), P.T.T. (Rouzier). Ce dernier, véritable clerc anticlérical, s'en prendra, non sans éloquence d'ailleurs, aux groupes d'opposants « qui se réunissent en colloques, en séminaires, voire en conclaves ». Il déplorera « les unités d'action répétées » et s'effraiera que d'aucuns osent parler de réunification syndicale.

Bothereau, qui avait traité de « grébouilles » à la fois la fédération des industries chimiques et la délégation S.F.I.O. qui s'est rendue à Moscou, s'est vu barrer sur sa droite par Aurin (de l'U.D. du Lot-et-Garonne) qui lui reprocha d'avoir soutenu la thèse d'une possible convergence entre le monde communiste et le monde occidental. « Je ne crois pas à la convergence », répétait-il sur un ton pontifiant qui faisait la joie du congrès.

Un anticapitalisme de principe

Une banderole tendue au-dessus de la tribune résumait la philosophie du mouvement : « Où le syndicat n'est pas à la fois constructeur et contestataire, la nation est sans liberté et la société sans démocratie. »

Mais où finit la contestation et où commence la construction ? Certains mettront toujours l'accent sur la première en évoquant le danger d'intégration ; d'autres seraient tentés d'insister sur la seconde, au moins dans une société qui ne serait plus capitaliste.

Le capitalisme, la résolution générale votée à une majorité de 81 p. 100 des mandats, le condamne pour le principe, tout en reconnaissant qu'il a « changé d'aspect ». Le congrès se déclare hostile aux structures économiques et sociales actuelles et il sait qu'il ne peut rien attendre d'un Etat qui n'en est que la superstructure. D'où la réaffirmation de l'indépendance du syndicalisme, de la participation des représentants syndicaux « à des organismes débarrassés du pouvoir législatif et exécutif ».

En fait, le congrès a confirmé l'attachement à la planification souple et indicative dite « à la française » dont Bothereau avait dit qu'elle était efficace dans un pays où existe un important secteur nationalisé. Cependant, est-elle suffisante pour battre en brèche le néo-capitalisme ?

Pour la majorité de F.O., la question ne se pose pas. Elle ne veut pas de « politique des revenus », quel que soit le contexte économique et politique. Le maintien d'une telle planification conditionne la participation des délégués syndicaux aux organismes du Plan (qui avait d'ailleurs été remise en cause en commission).

La « légion étrangère »

La majorité de F.O. lie également le problème de l'intégration à celui de l'unité syndicale. Elle ne peut s'unir à la C.G.T., parce qu'elle « reste un instrument du parti communiste », mais aussi parce qu'elle est pour « l'intégration », sinon dans la société actuelle, du moins dans la société socialiste.

La C.F.T.C. n'est guère mieux traitée. La résolution finale indique bien que « des conversations peuvent être maintenues avec elle », mais ajoute : « Nous devons mesurer en toute lucidité les dangers que font courir au syndicalisme ses conceptions sur la planification, sur le rôle et la place de l'organisation syndicale dans l'entreprise et dans l'Etat, qui risquent de conduire à l'intégration. »

L'intégration sert donc de tarte à la crème à tous les adversaires de l'unité syndicale. Mais ces thèses, où se mêlent des survivances de l'anarcho-syndicalisme, sont déjà battues en brèche par les affirmations d'une minorité courageuse qui s'est fait entendre au congrès : la classe ouvrière se transforme et rajeunit, le monde des salariés, qui s'élargit aux cadres et aux techniciens, aspire à participer au pouvoir économique ; pour cela, l'unité syndicale est nécessaire.

Bothereau citait favorablement, à la fin du congrès, le mot d'un journaliste de « Combat » : « F.O., c'est la légion étrangère du syndicalisme ». Oui, mais les légions étrangères sont-elles adaptées aux batailles d'aujourd'hui.

Maurice Combes.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 3, rue Jenner, Paris (9^e).

LES INQUIETUDES DE L'U.N.R.

LES assises de l'U.N.R. n'ont pas eu de chance : l'assassinat de Kennedy leur a enlevé la vedette, même en France. Baumel a eu beau s'écrier qu'une fois Kennedy mort, il ne restait plus au monde qu'un « grand capitaine », de Gaulle, le monde entier voit les choses autrement. La disparition, ou la succession de de Gaulle, ce sera une crise de régime en France, mais la mort de Kennedy, c'est un vaste point d'interrogation dans la politique mondiale.

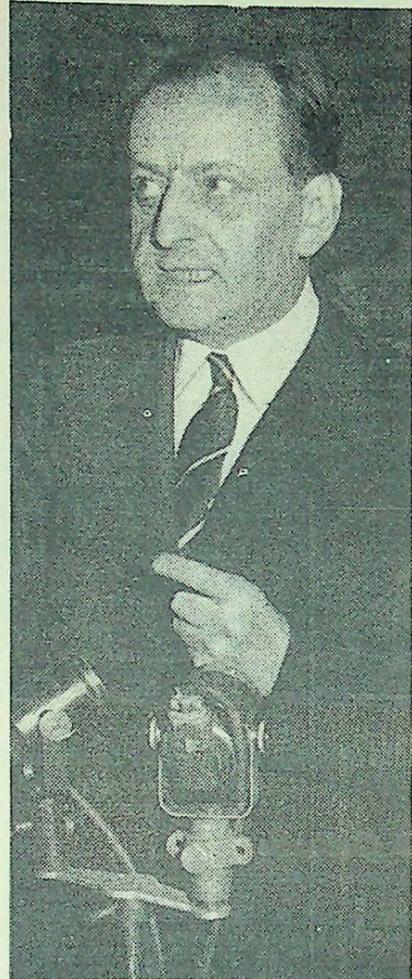
Il restait à l'U.N.R. à tenter un bilan de son action, à présenter son programme. Or, dans la dizaine de discours qui constituent l'essentiel de ces assises, on n'a entendu que des distributions de prix, l'exaltation du général, la satisfaction de disposer d'une majorité parlementaire qui permet de masquer la dégradation du parlementarisme. Les leaders gaullistes aiment comparer : eux sont « simples », les autres sont « masochistes » ; eux défendent la France, les autres sont pour la « démission nationale » ; eux enrichissent le pays, les autres veulent sa ruine ; eux sont « l'avenir », les autres sont « le passé » ; eux sont concrets et empiriques, les autres sont « vides » ; eux ils ont un chef, les autres des « secrétaires perpétuels », privés de « l'audience des gens sérieux », etc.

Mais les grèves ? Mais l'échec du « plan de stabilisation » ? Mais l'impopularité croissante de la politique militaire atomique ? Mais l'Europe après Adenauer ? Mais le rapprochement soviéto-américain ? Mais l'unité de l'Allemagne ? Mais l'évolution du Maghreb et de la révolution algérienne ? Tout cela ne paraît pas beaucoup préoccuper ces messieurs. Une seule chose compte à leurs yeux : compléter des institutions qui éternisent leur régime. Toutes les difficultés n'ont qu'une cause : la mauvaise humeur de l'opposition, qui veut abattre les institutions.

Un autre horizon que les deux étoiles

Et pourtant, il est indiscutable que derrière les fanfaronnades, l'U.N.R. vient de manifester des inquiétudes. Pompidou a pu se féliciter du bilan du Conseil d'administration national qu'il préside pour le moment ; Frey a pu traiter par le mépris tous les partis politiques, sans d'ailleurs oser parler des syndicats. Mais l'un et l'autre ne sont pas parvenus à cacher que leurs attaques étaient motivées par la crainte de voir les forces populaires s'unir, et ouvrir au peuple un autre horizon que les deux étoiles du képi.

L'U.N.R. est inquiète. Frey a exprimé cette inquiétude en brandissant la menace d'un nouveau « Front populaire ». Le ministre de l'Intérieur sait bien qu'aucune combinaison purement parlementaire ne peut aujourd'hui permettre de cimenter l'action de l'opposition. Mais il voit tous les jours qu'en dehors du Parlement,



(Photo Tribune.)

De belles envolées littéraires, des certificats d'autosatisfaction.

des masses de plus en plus larges de la population travailleuse cherchent à sortir de « l'empirisme » et de l'impasse où les enferment les grands capitalistes et les technocrates qui font la politique du gaullisme.

Le gouvernement doit affronter tantôt les petits agriculteurs, tantôt les travailleurs des services publics, tantôt les « mal logés », tantôt les

enseignants. Il voit se dessiner de profonds mouvements de « rénovation » qui convergent vers la seule chose qui sera vraiment neuve en France et en Europe : un socialisme démocratique. D'où la colère de Frey contre la S.F.I.O., qui discute avec Khrouchchev, et contre le parti communiste, qui s'efforce aujourd'hui de réaliser une unité d'action avec les forces socialistes. Les élections présidentielle et législative sont loin, ont dit les leaders de l'U.N.R. Peut-être, Mais les élections municipales sont beaucoup plus rapprochées, et elles donneront aux forces de gauche l'occasion d'affronter en profondeur la lutte contre le gaullisme qu'elles mènent sur le terrain des combats de classe contre le patronat étatique ou privé, contre le militarisme atomique, contre le sabotage de la laïcité.

Pas de testament de la France

En vérité, les tribunes de Nice ont surtout retenti des craintes qu'éprouve le parti gouvernemental de voir la gauche socialiste se ressaisir en redevenant le vaste mouvement qui peut mettre fin à un régime suspendu au chef qui lui tient lieu de raison d'être.

Frey, Pompidou, Debré, Malraux ont annoncé aux Français qu'ils étaient les héritiers de de Gaulle, et, par conséquent, de la France. Mais la France n'a pas fait de testament. Les travailleurs qui la composent, et qui sont à 80 p. 100 les travailleurs salariés, ont une autre idée de leur avenir ; en tout cas, c'est eux qui en décideront. Et ils en décideront après avoir élaboré en leur sein le programme et les formes d'action qui leur ouvriront la voie du socialisme.

C'est pour cela que notre parti accorde toute son importance aux mouvements qui font si peur à M. Frey, et qui recherchent l'unité des forces populaires, syndicales et socialistes en vue d'un changement de régime. Ce n'est plus le « Front populaire » à l'ancienne manière, calqué sur un regroupement parlementaire, qui est aujourd'hui à l'ordre du jour. C'est ce que nous appelons un *front socialiste*, c'est-à-dire l'entente de tous les mouvements et organismes, syndicats, partis et associations décidés à mener le combat en commun, utilisant les méthodes d'action et de campagnes les plus diverses et les plus nouvelles, proposant au pays, contre les plans économiques et sociaux élaborés par le capitalisme, un plan de rénovation abolissant les privilèges des monopoles et ouvrant la voie au socialisme.

Pour y parvenir, notre parti engagera les discussions nécessaires aussi

bien avec le parti communiste qu'avec la S.F.I.O. et les organisations syndicales, tout en poursuivant les campagnes d'action qui lui sont propres. Ces discussions doivent avoir lieu au grand jour. Notre dernier congrès les a déjà amorcées et elles vont se poursuivre. Les inquiétudes de l'U.N.R. prouvent que cette voie est la bonne. M. Malraux a déclaré à Nice, dans un style de parfait radical, « qu'on ne fait pas à la fois un plan social et la stabilisation et qu'il ne faut pas qu'une stabilisation recule indéfiniment la solution des problèmes sociaux », mais, pour qu'on ne s'y trompe pas, il ajoute : « Nous ne devons pas suivre l'opposition dans sa volonté de faire du problème social un problème exclusif des salaires. » N'en déplaise au barde du régime, c'est justement le problème des salaires qui met en cause toute la politique du régime, et c'est lui qui permet aujourd'hui de donner aux luttes de l'opposition toute leur ampleur et toute leur unité.

Est-ce un hasard si la courbe de la popularité du général de Gaulle est exactement inverse à celle du prix du bifteck ?

Pierre Naville.

Cinéma

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 27 novembre au 3 décembre

Les Chardons du Baragan

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODK 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 27 novembre au 3 décembre

JOLI MAI de Chris MARKER

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV*) Tél. : SUF 19-20
Rédaction : 8, rue Jenner Paris (IX*) Tél. : PIG 65-21

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14* Tél. : LIT 19-39
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9*)

DES ASSISES PUBLICITAIRES

● 266 parlementaires, 10.000 élus, 150.000 militants, 8 millions de voix affichait l'U.N.R. au fronton du Palais des Expositions de Nice.

Ce chiffre de 150.000 militants est quelque peu fantaisiste. Le secrétaire général de l'U.N.R. ne déclarait-il pas dernièrement que moins de 120.000 militants composaient l'U.N.R.

Par quel miracle l'U.N.R. a-t-elle recruté 30.000 militants en quelques jours ? La question est posée.

● Tomasini, député de l'Eure, dans une interview a déclaré sans pudeur : « La télévision et la radio retransmettront chaque jour les travaux (sic) du congrès. »

Qui ose encore prétendre que la R.T.F. est au service exclusif du régime ?

● Ce cher Tomasini s'est encore distingué en déclarant le plus calmement du monde : « Nous sommes des gens sérieux. » Ce qui a eu pour effet de... faire rire toute la tribune de presse.

● La direction de l'U.N.R. a édité une petite brochure à l'occasion du congrès qui représente un morceau d'anthologie. Dans ce petit chef-d'œuvre le nom de de Gaulle figure un nombre incalculable de fois. Ce qui ressort de cet admirable chef-d'œuvre c'est que : de

Gaulle = U.N.R.-U.D.T. = France d'aujourd'hui et de demain.

● Dans cette foire publicitaire de l'U.N.R. le travail le plus objectif a été fait en commission de l'« action ouvrière et professionnelle ».

A l'issue de la dernière réunion, Jacques Baumel a été dans l'obligation de reconnaître que : « Nous n'avons pas de militants dans l'action ouvrière. »

Le contraire nous aurait étonné. Un délégué a avoué que « même chez Dassault (jief du gaullisme), lorsqu'on fait du syndicalisme on est mis à l'index. »

● L'hommage rendu par le secrétaire général au Président des Etats-Unis a été une déclaration indécente. Même certains congressistes ont jugé les propos de Jacques Baumel déplacés. Hommage au Président Kennedy qui donna l'occasion de vanter les mérites du général de Gaulle « Plus que les autres nous sentons devant cette disparition qu'à l'Occident il reste un de ses derniers grands capitaines, un de ses derniers hommes d'Etat, le général de Gaulle. » Propos qui refroidiront l'ambiance déjà glaciale du Palais des Expositions.

● La journée de dimanche fut une opération publicitaire à grand spectacle en direction de l'opinion. En

plus des têtes d'affiche, Malraux, Frey, Debré et Mondon, président du groupe des Indépendants, notons qu'un groupe folklorique niçois s'était joint aux hôtes pour accueillir le héros du congrès, personnalité non membre de l'U.N.R... Monsieur Pompidou.

● Dimanche, aux portes du congrès, filtrages serrés, certains parlaient d'attentats à la bombe, etc., etc. La seule bombe fut la déclaration lancée par un député, M. Bernasconi, qui critiqua la politique « sociale » du gouvernement.

« Nos revendications sont à peu près les mêmes qu'il y a dix ans et pourtant depuis il s'est passé quelque chose. Nous sommes au pouvoir, si cela continue comme ça, on pourra dire que nous avons échoué. »

● Pour clôturer cette foire-exposition, les grosses têtes : Frey, Malraux, Pompidou et Debré lancèrent l'anathème sur tout ce qui n'est pas gaulliste. Les partis politiques entraînés dans la boue, les syndicats complices des partis. Et ces messieurs tour se délivrèrent dans de belles envolées littéraires des certificats d'autosatisfaction.

Au total, adhérons tous immédiatement à l'U.N.R., dans le meilleur des mondes gaullistes.

D. L.

PUTEAUX : un grand rassemblement

Manifestations dans toute la France : LE P.S.U. ÉTAIT PARTOUT REPRÉSENTÉ

LA dernière manifestation de cette semaine de protestation contre la force de frappe a connu un franc succès. La grande place de l'Hôtel de Ville était remplie et bien remplie.

Venues de toute la région parisienne des dizaines de milliers de personnes ont montré par leur présence que le mouvement contre l'armement atomique doit continuer son œuvre. Nous ne devons pas en rester là, notre pays est en retard. Quand nous voyons le magnifique travail accompli par nos camarades anglais ou allemands nous nous rendons compte de notre insuffisance dans ce domaine.

La guerre d'Algérie est cause en partie de notre retard, notre chauvinisme aussi, le Français aimant encore trop, hélas ! les sonneries du clairon.

Pourtant comme l'a déclaré notre camarade Edouard Depreux qui représentait le P.S.U. à Puteaux : « Cette lutte contre la bombe est une lutte moderne pour des problèmes modernes, nous nous félicitons du succès du regroupement qui est conforme aux désirs du P.S.U. : unité d'action sans exclusive. » La gauche, regroupée pour une

● Clermont-Ferrand

A l'appel du Comité départemental temporaire contre la force de frappe, les Clermontois ont manifesté dimanche dernier 24 novembre leur hostilité à la politique gaulliste de la force de frappe et leur volonté de lutter pour un désarmement temporaire.

Ce comité temporaire comprend toutes les organisations démocratiques du Puy-de-Dôme : les syndicats C.G.T. et C.F.T.C., la Fédération de l'Éducation nationale, le S.N.I., l'Association générale des Étudiants clermontois, le Parti socialiste unifié, le Parti communiste français, le Parti socialiste S.F.I.O., le Parti radical, Jeunes et Étudiants socialistes unifiés, communistes, socialistes S.F.I.O., les étudiants protestants, le M.C.A.A., le Mouvement de la Paix, la Ligue des droits de l'homme, la Libre Pensée, l'Union fédérale des anciens combattants, etc. Un effort de propagande fut fait par ce comité dans les semaines qui précédèrent le rassemblement ; c'est ainsi que les organisations de jeunesse diffusèrent largement dans tout le département un tract en direction des jeunes et un second spécialement en direction des militaires. Cet effort ne fut pas vain car, dimanche, ce fut devant plus de 3.000 personnes que prirent place à la tribune les représentants des organisations qui forment le comité et sept des huit parlementaires du Puy-de-Dôme (le député absent était le docteur Fric, suppléant de Giscard d'Estaing). Le représentant de la F.E.N. lut la déclaration du comité temporaire :

« Nous exprimons une volonté commune, résolue, inébranlable. Nous voulons que la politique internationale de la France soit conforme à la volonté pacifique des Français... A la fois chauvine et périmée, cette politique ruine le pays. Son coût compromet l'essor de l'économie, l'inflation menace. »

La déclaration mettait ensuite l'accent, avec des chiffres précis, sur le coût fabuleux et l'inutilité de cette force de frappe : « La force de frappe du général de Gaulle, continuait la déclaration, est un leurre. Elle n'assure pas la sécurité de la France... Nous lançons un défi au Pouvoir : qu'il donne ces milliards à la science, à la technique, à la médecine, à l'éducation nationale, pour préparer le véritable avenir de la France. » En insistant sur la large union qui se réalise actuellement contre la force de frappe et pour une politique en faveur du désarmement général, le porte-parole du comité terminait : « Nous choisissons la Paix, nous choisissons la Vie. Nul n'a le droit d'agir au nom de la France contre la volonté des Français. Contre la force de frappe, pour l'adhésion de la France au traité sur l'arrêt des essais nucléaires, pour le désarmement général (vifs applaudissements), nous resterons unis. Nous proclamons, à l'intention de tous les peuples et de tous les gouvernements, que les Français veulent la grandeur et l'indépendance de leur pays, en assurant la paix du monde par le désarmement. »

Une résolution, reprenant les thèmes de cette déclaration, fut adoptée à l'unanimité des manifestants. « C'est un engagement de nous tous pour l'avenir », devait souligner le porte-parole. Un long cortège accompagna avec dignité la délégation qui porta la résolution à la préfecture, puis se dispersa dans le calme.

Cette puissante manifestation montre à l'évidence que lorsque toutes les organisations de gauche s'unissent sur des mots d'ordre précis et concrets, elles rencontrent l'approbation des travailleurs. Mais il ne suffit pas de s'unir contre une politique si néfaste soit-elle, il faut une union de la gauche pour proposer un régime de justice sociale et de paix : une démocratie socialiste.



(Photo La Montagne.)

Clermont-Ferrand : le cortège arrive devant la préfecture.

● Orléans

Dans le cadre de la campagne contre la force de frappe, une manifestation a été organisée le 24 novembre à Orléans par un comité comprenant le P.C., la S.F.I.O., le P.S.U., le Parti radical, la C.G.T., la F.E.N., l'U.N.E.F., le S.G.E.N., le Mouvement de la Paix.

Les manifestants, au nombre de 3.000, se sont rassemblés sous les Halles et ont entendu un discours d'un responsable de la F.E.N. Après quoi, ils se sont formés en cortège derrière les responsables des organisations participantes et ont remonté l'avenue principale, la rue de la République, jusqu'à la gare, où a eu lieu la dislocation.

Les dirigeants du comité vont se réunir prochainement pour tirer la leçon de cette manifestation qu'ils estiment être un succès.

● Périgueux

A l'appel des diverses organisations républicaines du département, au rang desquelles se trouvait la fédération P.S.U., une manifestation contre la force de frappe a été organisée à Périgueux.

Après avoir entendu le président de la L.D.H. parler au nom de toutes les organisations contre la politique de grandeur qui nous conduit à sacrifier les œuvres de vie, les manifestants, au nombre de 4.000 à 5.000, défilèrent sur les boulevards et allèrent déposer une gerbe au monument aux morts qui se trouve face à la préfecture. Après l'adoption du manifeste national, les manifestants se dispersèrent sans incident.

● Nancy

Une « Marche de la paix » a eu lieu dimanche 24 à Nancy. Cette marche, organisée par le Cartel départemental contre la force de frappe et pour le désarmement, a rassemblé environ 3.000 personnes, dont quelques délégations des Vosges, de la Meuse et de la Haute-Marne ; une forte délégation de mineurs de Trieux (en grève depuis un mois) était présente.

La marche — sur 3 kilomètres au moins — s'est faite depuis une place centrale de Nancy (place Driant) jusqu'au monument aux morts de la Résistance sur la route de Toul. Elle a été une marche silencieuse, avec, à l'arrivée, lecture du texte national de l'ordre du jour national et approbation de minute de silence à été observée à la mémoire de Kennedy.

Dix-sept organisations sont rassemblées au Cartel départemental, dont

le P.S.U., le P.C., la S.F.I.O., le Parti radical, la C.G.T., la F.E.N., le S.G.E.N., le M.C.A.A., le Mouvement de la Paix, les Amis de Témoignage Chrétien.

● Millau

Répondant à l'appel de dix-sept organisations (Mouvement de la Paix, P.C., S.F.I.O., P.S.U., Parti radical, M.R.P., C.G.T., S.N.I., F.E.N., Union locale C.F.T.C., A.R.A.C., M.C.A.A., Union des femmes françaises, Étudiants protestants, U.J.F.F., Vie nouvelle), 2.000 Aveyronnais se sont retrouvés à Millau le dimanche 24 novembre pour protester contre la force de frappe, contre l'armement atomique et demander un désarmement général et contrôlé et la ratification par la France du traité international sur les essais nucléaires.

A 10 heures, à la Maison du Peuple, le secrétaire de la F.E.N. donna lecture de l'appel national puis la foule, unanime, approuvait la résolution.

Ensuite, en long cortège silencieux, sous des banderoles reproduisant les mots d'ordre nationaux, les manifestants se rendaient au parc de la Victoire où une gerbe était déposée devant le monument aux tués des deux guerres.

Les manifestants se dispersaient ensuite, sans aucun incident.

● Montpellier

Le 24 novembre, une manifestation régionale s'est déroulée à Montpellier dans le cadre de la campagne contre la force de frappe.

Préparée tardivement sur le plan du Gard, cette action ne devait pas assembler de nombreux participants de ce département.

Toutefois des militants du M.C.A.A., organisation créée dans la huitaine précédente, ont animé le cortège de voitures gardoises se rendant sur le lieu du rassemblement. Leur présence a soulevé intérêt et curiosité d'autant plus que parmi eux se trouvaient de nouveaux militants. Ceci prouve que le M.C.A.A. correspond à un besoin et, rien que sur le plan de la ville de Nîmes, 50 adhésions viennent d'être enregistrées.

Dans le cadre même de la manifestation dont on peut regretter le caractère classique et peu exaltant (manifestation dans une salle sans défilé extérieur, très peu de pancartes, pas de slogans chocs, pas de distribution de tracts), P.S.U. et M.C.A.A. se sont certainement affirmés parmi les groupements les plus dynamiques.

Nous espérons que sous d'autres formes et sans exclusives de nouvelles actions ayant le même but se dérouleront dans les semaines qui viennent.

POURQUOI ?

Vendredi soir, à Puteaux, nos camarades de la section ont affiché nos mots d'ordre, une belle tournée de collage à donner en exemple à chaque section.

Pourquoi, le lendemain, M. Dardel, maire et président S.F.I.O. du conseil général, a-t-il jugé bon de faire déchirer nos affiches par ses employés municipaux accompagnés d'agents de police ?

Et pourquoi d'autres affiches, dénonçant la trop grande activité du P.S.U., ont-elles remplacé celles collées par nos camarades ?

fois, doit faire de la lutte anti-atomique un de ses principaux thèmes d'agitation.

Dans ce monde qui ressemble plus à une cartouche de dynamite qu'à un rassemblement d'êtres, il est indispensable que nous imposions la paix, cette paix qui aujourd'hui est plus fragile que jamais. La mort d'un président, et le monde entier s'interroge sur son avenir, allons-nous vers cette monstrueuse hypothèse, ce bouton qui pressé trop tôt détruirait toute vie sur notre pauvre terre ? Le sénateur Barry Goldwater proposait il y a quelques semaines de confier la responsabilité du déclenchement d'une guerre nucléaire aux seuls militaires. On en riait du temps de Kennedy, maintenant les choses ont changé. Il a fallu un imbécile et un fusil à lunette pour que le monde tremble.

Cet équilibre instable entre la guerre et la paix doit cesser. Nous devons faire en sorte que la terreur atomique disparaisse à jamais, nous devons faire en sorte que la paix devienne notre lot, ce n'est pour l'instant qu'un vœu et qu'un espoir. Sachons en faire une réalité.

● Sens

A l'appel des fédérations du P.S.U., du P.C.F., du Parti radical des syndicats C.G.T., F.E.N., C.F.T.C. (Union locale de Sens), du Mouvement de la Paix et du M.C.A.A., plus de 1.000 personnes se rassemblaient à l'hôtel de ville de Sens pour manifester leur opposition à la force de frappe et à toutes les bombes atomiques.

Après avoir entendu et approuvé le manifeste national lu par un camarade du S.N.E.T., la foule se mit à défilé en un long cortège à travers les rues principales de la ville.

Une belle réussite qui encouragera les camarades du parti et des organisations voisines à poursuivre leur action.

● Castres

A Castres, plus de 500 manifestants ont participé à un rassemblement sous la Halle puis à un défilé en ville, jusqu'au monument aux morts. La manifestation, qui n'était pas prévue à l'origine sur le plan national, a été préparée par les organisations locales suivantes : P.S.U., Parti communiste, S.F.I.O., U.D.S.R., Fédération de l'Education nationale, Unions locales C.G.T. et C.F.T.C., Ligue des droits de l'homme et M.C.A.A. Notons que le Parti radical était absent et n'a voulu signer aucun des tracts distribués. Le maire de Castres est radical et ne veut pas se couper de certains électeurs de droite. C'est la première fois que la C.F.T.C. acceptait de participer sur le plan local à une manifestation aux côtés de partis politiques. Le succès dépassa tout ce que l'on pouvait espérer. Il n'avait jamais été possible, même au moment de la lutte pour la paix en Algérie, de réaliser à Castres un rassemblement d'une telle importance.

● Brest

A l'appel des nombreuses organisations groupées dans le Comité départemental contre la force de frappe et pour le désarmement général, environ 2.000 Brestois s'étaient groupés, le vendredi 22 novembre, à 18 h. 30, devant la Maison des Syndicats, malgré la pluie et le vent. Le secrétaire de l'U.D. de la C.G.T. appela à la tribune les représentants des diverses organisations (notre camarade Lamézac représentait le P.S.U.), puis le délégué de la F.E.N. lut le texte adopté sur le plan national, ainsi qu'une motion qui en reprend l'essentiel. Puis un cortège se forma, précédé d'une grande banderole portant les mots « Non à la bombe atomique... pour le désarmement », et se dirigea vers la sous-préfecture, en traversant la ville en silence.

Mais à la sous-préfecture, on fit savoir aux manifestants que « le sous-préfet avait reçu des ordres » et ne pouvait recevoir leurs délégués. Après quelques cris hostiles, tout le monde se dispersa dans le calme.

Meeting à Lens le 1^{er} décembre

Un meeting contre la force de frappe se tiendra le 1^{er} décembre à Lens. Il est organisé par le P.S.U., la S.F.I.O., le P.C., le Parti républicain-radical, les organisations syndicales C.G.T., F.E.N., S.N.I., la Ligue des droits de l'homme, etc.

Bulletin d'abonnement
TRIBUNE
SOCIALISTE

NOM
Adresse

Désire s'abonner

Pour une durée de
(Rayer les mentions inutiles.)
Soutien 50 F
1 an 28 F
6 mois 15 F
3 mois 7,5 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. PARIS 5826-65

Les étudiants communistes :

POUR UN KROUTCHEVISCME CONSÉQUENT

Deux mois du Congrès de l'U.E.C., qui doit se tenir le 23 janvier, la discussion publique rebondit à nouveau entre les dirigeants des étudiants communistes et du P.C.F.

Un long article de Pierre Kahn, dans « Clarté », expose, en réponse au parti communiste chinois, les conceptions de l'U.E.C. sur les grands problèmes de l'heure. La critique des positions chinoises y est très sévère quant au fond mais relativement modérée ou plutôt « politique » dans sa forme, ce qui la distingue des invectives déformantes et du terrorisme verbal qui s'expriment habituellement par ailleurs. Ce qui différencie, au reste, cet article des prises de position officielles du P.C.F. ne relève pas d'une nuance de « ton » mais d'une conception particulière en ce qui concerne la démocratie dans le parti et la liberté de la discussion qui doit s'y exprimer sans entraves, au grand jour.

Il est visible, ainsi, que lorsque le rédacteur en chef de « Clarté » dirige sa critique contre les héritiers de Staline en la personne des leaders chinois, il met en cause, simultanément, les survivances de cet héritage qui restent vivaces en France.

« Le débat n'est pas circonscrit entre Pékin et Moscou, écrit « Clarté », chaque communiste y est personnellement engagé. » Le débat concerne tous les secteurs

du mouvement ouvrier socialiste, ajouterions-nous. Et celui qui se déroule entre l'U.E.C. et le P.C.F. ne nous laisse pas davantage indifférents. Dans un cas comme dans l'autre, c'est la stratégie et la tactique du mouvement révolutionnaire de notre temps qui sont en cause. Et, plus précisément, à travers les discussions entre l'U.E.C. et les responsables du P.C.F. et suivant la manière dont évoluera ce débat, nous pourrions apprécier les chances d'une alliance durable entre toutes les formations socialistes et ouvrières.

Non pas que nous fassions de la démocratisation du mouvement communiste un préalable de l'action commune. Mais les chances d'aboutissement de cette action et son effet prolongé ne seront pleinement garantis que dans le cadre d'une démocratie ouvrière sans failles.

Le communiqué publié à l'issue du comité national de l'U.E.C., qui s'est tenu les 14 et 15 septembre, avait condamné « les conceptions erronées des camarades chinois » tout en réclamant une ample discussion d'où seraient éliminées toute réponse formelle, toute exclusive et toute excommunication. L'article de Pierre Kahn reprend ces mêmes considérations et souligne que l'on doit considérer « comme naturel et quasiment inévitable qu'il y ait chez les communistes des approches différentes dans

l'appréciation des nouvelles réalités mondiales... en raison des expériences particulières à chacun et de l'élaboration indépendante de la théorie marxiste par chaque parti... »

La déclaration du comité central du P.C.F. du 18 novembre rejette en termes catégoriques toutes ces considérations. Les étudiants communistes y sont invités « à s'en tenir fermement aux principes marxistes-léninistes, en luttant sur les deux fronts, à la fois contre le dogmatisme et le sectarisme, la phrase anarchiste, devenu le danger principal dans le mouvement communiste international et contre l'opportunisme et le révisionnisme qui visent à l'abandon des principes révolutionnaires, à la conciliation de classe, au bavardage stérile conduisant à s'enliser dans le marais ».

On retrouve là un langage d'un classicisme trop connu pour laisser le moindre doute quant aux intentions des dirigeants communistes. Il reste à savoir de quelles armes ils se serviront pour faire entendre raison au prochain Congrès de l'U.E.C. et si ils parviendront à leurs fins ? Et, sur un plan, si cette entreprise de « redressement » est de nature à contribuer au rayonnement de la pensée socialiste dans le monde étudiant ?

A. Durez.

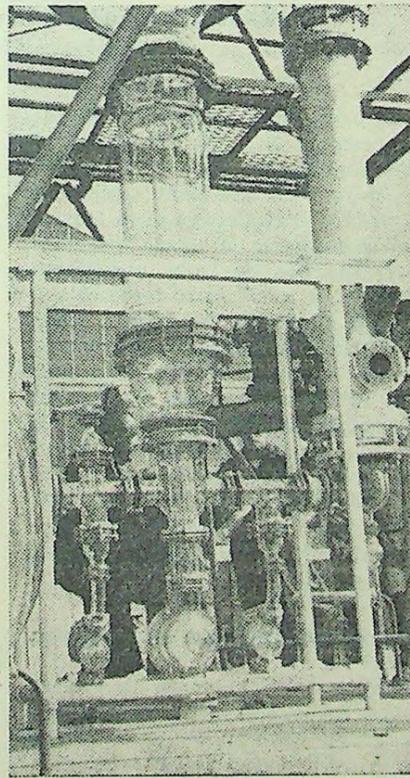
VERS L'AUTOMATISME SOCIAL

DANS son livre « vers l'automatisme social » (1) Pierre Naville prend résolument le contre-pied de ceux qui abordent le phénomène de l'automatisation avec pessimisme. Son propos est d'abord d'étudier le problème de façon empirique, afin de partir des faits pour proposer ensuite une interprétation globale. Il n'y a pour lui pas de malédiction inhérente à la technique, mais de mauvais agencements des rapports sociaux. Pierre Naville montre d'abord que l'automatisation se présente de façon beaucoup plus complexe qu'on ne le croit. Elle est encore loin d'être la forme dominante du processus de production, même dans les industries les plus avancées. Des systèmes automatisés très modernes voisinent toujours avec des formes de mécanisation plus anciennes dans de nombreuses entreprises, et ce n'est pas toujours l'ampleur des investissements nécessaires qui limite l'introduction de l'automatisation dans l'industrie. Son importance sociale est pourtant de plus en plus grande car « les productions automatiques de masse dicteront leur loi aux autres formes de production, comme un système nerveux très évolué se soumet une physiologie plus rudimentaire, sans la remplacer. »

Les conséquences sociales proprement dites de cette introduction de l'automatisme sont elles-mêmes beaucoup plus complexes qu'on ne le dit. Pierre Naville constate en premier lieu qu'« aujourd'hui les hommes et les femmes qui subissent l'emprise directe ou indirecte de l'automatisme sont à 80 % des non qualifiés ». Mais il corrige aussitôt cette constatation en faisant observer que l'automatisation bouleverse le système des vieilles qualifications en créant de nouvelles situations de travail. L'entreprise automatisée requiert bien sûr des opérateurs, mais aussi des ouvriers d'entretien souvent très qualifiés, des contrôleurs, des programmeurs, etc. Notre auteur pense même que dans un avenir très rapproché on verra une proportion de trois ouvriers d'entretien pour deux ouvriers de fabrication. Mais cette transformation des qualifications n'entraînera pas par elle-même la transformation de la nature du salariat.

Un chômage de transfert

A ce sujet Pierre Naville note : « Il n'est donc pas exact que l'évolution de la structure des salaires due à l'automatisme corresponde à une disparition de la notion de rendement du travail. Il est plus proba-



(Photo A.D.P.)

Libérer la société des contraintes de la technique.

ble que cette notion se modifiera en prenant un caractère plus collectif, en accordant une plus grande place aux préoccupations de responsabilité, en se liant au respect d'une norme plutôt qu'à un dépassement, et en s'appuyant sur la définition de nouvelles catégories qualitatives d'emploi.»

L'automatisme entraînera-t-elle du chômage ? Là aussi Pierre Naville donne des réponses qui se refusent d'être sommaires. L'automatisme entraînera certainement un chômage de transfert (d'une industrie à une autre), mais il n'est pas sûr qu'elle entraîne un chômage massif : tout cela dépendra beaucoup de la dynamique économique du capitalisme. Ici nous sommes renvoyés moins aux transformations technologiques qu'aux rapports entre les classes et qu'à la capacité du capitalisme à faire face au problème des débouchés. L'automati-

sation en ce domaine n'est pas un phénomène isolé, mais intégré aux contradictions du capitalisme.

Après avoir combattu un pessimisme à bon marché, Pierre Naville a voulu réfuter un optimisme à bon marché quant aux conséquences de l'automatisme sur la vie des travailleurs dans la production. Pierre Naville ne pense pas en effet que l'automatisme puisse par elle-même vaincre la parcellisation du travail et amener une synthèse nouvelle, un travail cohérent et signifiant. Il remarque : « Certains des systèmes de fabrication moderne prennent d'ailleurs des dimensions si vastes que l'intérêt pour cet ensemble est quasi impossible à atteindre à l'échelon du contact immédiat. Si on veut le limiter à un secteur déterminé, à une parcelle de ce travail, on retombe alors dans le caractère tout à fait particulier de l'ouvrage auquel est rive l'ouvrier. Par contre, l'intérêt peut être amorcé à un niveau plus élevé qui suppose en ce cas, des programmes de formation, d'éducation, de permutation et de rotation entre les postes » ou encore : « En se personnalisant à leur façon, les outillages automatiques imposent aussi une nouvelle forme de dépersonnalisation aux hommes. » Aussi, tirant la conclusion que l'avenir paraît devoir séparer complètement les individus par rapport au système de fabrication, pense-t-il que la seule façon de combattre le travail « aliéné » est à la fois de diminuer la durée du travail et d'instaurer des formes démocratiques de contrôle et de gestion, ce qui implique le renversement du système économique et social capitaliste.

Dans ses conclusions générales, dont nous ne pouvons pas rendre ici toute la richesse, Pierre Naville développe la perspective de « l'automatisme social », c'est-à-dire celle d'une réconciliation entre l'homme et la technique, de l'association des groupes humains et des systèmes techniques (non plus hostiles à l'homme, mais auxiliaires de l'homme), d'une sorte d'interpénétration entre les milieux humain, technique et naturel. L'automatisme social, c'est en quelque sorte la société humaine libérée des contraintes de la technique, et de l'économie. Cette perspective peut paraître lointaine à certains, elle est en tout cas inscrite dès aujourd'hui dans le contexte que nous décrit Pierre Naville.

J.-M. Vincent.

(1) Gallimard, éditeur.

La conférence de São-Paulo : Le Brésil à remplacé CUBA

COMMENT — et pourquoi — peut s'établir une coopération entre un bailleur de fonds unique, de surcroît la première puissance industrielle du monde, et vingt pays débiteurs dont la misère et le sous-développement sont les caractéristiques essentielles ? C'est à cela, comme il y a deux ans à Punta del Este, qu'une réponse a été cherchée, pendant quinze jours à la conférence de l'Alliance pour le progrès, à Sao Paulo.

Les Etats-Unis ont besoin des matières premières des pays latino-américains et ceux-ci des produits manufacturés des U.S.A. Chaque partie a intérêt à vendre cher et à acheter bon marché. Mais la balance n'est pas égale. Les U.S.A., avec l'United Fruit et les sociétés pétrolières, disposent des moyens de mettre en coupe réglée l'économie des pays latino-américains. Alors que les investissements étrangers y atteignent à peine 8 milliards de dollars, le déficit de la balance commerciale de l'Amérique latine a dépassé 10 milliards de dollars de 1951 à 1961. Particulièrement significatif est le cas de l'Argentine où des sociétés pétrolières étrangères (principalement américaines) vendaient du pétrole, argentin, à la Régie nationale — laquelle était obligée de l'acheter en priorité — à un prix, fixé en dollars, correspondant à la valeur du pétrole importé et, au surplus, étaient exonérées d'impôts depuis quarante-deux ans. Au besoin, d'ailleurs, l'Etat américain intervient directement. Ainsi, au début d'octobre, un amendement, visiblement motivé par l'intention du gouvernement argentin de nationaliser l'industrie pétrolière, a été voté par le Congrès en vue de permettre la suppression de toute assistance aux pays dont la politique serait préjudiciable aux investissements privés américains. Et, jusqu'à présent, l'aide américaine a grandement contribué à apaiser les couches dominantes, militaires et civiles, qui n'auraient eu que trop de raisons de s'insurger contre la façon dont le big business yankee comprend les relations commerciales.

Difficultés pour Harriman

Mais, l'existence de Cuba aidant, la situation difficile des pays latino-américains — au Brésil, par exemple, le taux de dépréciation de la monnaie atteint 70 p. 100 — oblige maintenant les bourgeoisies locales, prises entre la pression des masses déshéritées et la résistance de l'impérialisme yankee, à adopter envers celui-ci une attitude de plus en plus activement revendicatrice.

On le vit bien dès le début de la conférence de Sao Paulo où l'on assista à une véritable mise en accusation des Etats-Unis et où la place de leader de l'opposition, laissée libre par l'exclusion de Cuba en 1961, fut reprise par le Brésil.

La situation a été assez clairement définie par le vice-président du Pérou. Celui-ci dénonça la « véritable dictature économique » de certains groupes nord-américains et réclama du gouvernement des U.S.A. qu'il cesse de donner son appui au maintien de tels privilèges. Puis il ajouta que « s'il ne tient pas ses promesses, le mouvement réformiste peut entraîner dans les Andes une révolution

incontrôlable ». Ainsi il faisait écho à Castro qui, naguère, prédisait que « la cordillère des Andes sera la sierra Maestra de l'Amérique latine ».

Dès le début de la conférence, la tendance, particulièrement marquée chez les Brésiliens et les Argentins, était à la constitution d'un « front commun » pour défendre le commerce extérieur.

Mr. Averell Harriman, porte-parole



Le président Goulart parviendra-t-il à apaiser les couches dominantes militaires et civiles ?...

de la bourgeoisie américaine, devait tenir compte à la fois de la réalité latino-américaine et de l'attitude plus dure d'une fraction importante des milieux d'affaires yankees laquelle vient d'obtenir, au Sénat, une nouvelle réduction de l'aide américaine à l'étranger. C'est sans doute ce qui explique en partie son voyage éclair en Argentine avant de prendre la tête de la délégation des Etats-Unis à la conférence de Sao Paulo. Des concessions nord-américaines dans la question des compagnies pétrolières étrangères, dont l'opinion argentine réclame massivement la nationalisation, pourraient expliquer que l'Argentine n'ait suivi le Brésil qu'avec modération.

Commerce et non assistance

Bien que Mr. Harriman ait déclaré qu'elle constituait un « grand succès », il semble que cette conférence de l'Alliance pour le Progrès non seulement n'aura pas trouvé de « second souffle », mais aura même ma-

nifesté un certain essoufflement. Plus que les décisions prises à l'issue des discussions ce qui va compter, finalement, ce sont des événements comme les guérillas vénézuéliennes et surtout, dans l'immédiat, le sort des compagnies pétrolières en Argentine. On s'attend, en effet, que leur expropriation constitue un exemple pour d'autres pays tels le Pérou où existe une filiale de la Standard Oil.

Le Brésil avait proposé deux résolutions. L'une prévoyait la création d'un « front commun de défense contre la détérioration du commerce extérieur ». La seconde préconisait l'institution d'un fonds multilatéral de développement qui serait alimenté pour 50 p. 100 par les Etats-Unis, en monnaie forte, et, pour le reste, en monnaie nationale par les autres pays de l'Alliance. Ce fonds serait, en outre, ouvert à la participation de l'Europe occidentale et du Japon.

Seule — et grâce au soutien de l'Argentine — a été adoptée la première.

Cependant, dès à présent, se dégage une idée force qui fera son chemin en Amérique latine... et sans doute ailleurs. Elle se résume dans la formule « trade, not aid », commerce et non assistance.

Et ce n'est probablement pas un hasard si le secrétaire d'Etat américain s'est si activement attaché à prouver que c'était là une « fausse option ».

Albert Roux.

SAMEDI s'est ouvert, à Rabat, devant le tribunal criminel, le procès intenté à un grand nombre de dirigeants de l'U.N.F.P. (Union Nationale des Forces Populaires) accusés d'avoir organisé un complot pour assassiner le roi Hassan II. Il y a plus de cent inculpés.

Une machination policière

Les conditions dans lesquelles l'affaire à éclaté, les méthodes suivies pendant toute la période d'instruction, les violations répétées des droits de la défense, donnent à ce procès le caractère d'une machination policière destinée à décapiter un parti d'opposition.

Il est significatif en effet que le « complot » ait été découvert au mois de juillet. Les élections législatives avaient eu lieu en mai. Malgré les pressions constatées par de nombreux observateurs étrangers, les résultats de cette consultation électorale avaient déçu les espérances du pouvoir royal. Le parti de celui-ci avait obtenu 70 sièges ; mais l'Istiqlal en obtenait 41, et l'U.N.F.P. 29, notamment dans les villes. Des élections municipales devaient avoir lieu à la fin du mois de juillet : étant donné les résultats du scrutin de mai, on pouvait prévoir que l'U.N.F.P. allait conquérir les municipalités des grands centres.

Le 16 juillet, un coup de filet aboutissait à l'arrestation, au cours d'une réunion qu'ils tenaient au siège de leur parti, des dirigeants de l'U.N.F.P. Un très petit nombre seulement devait être relâché. En même temps, d'autres arrestations avaient lieu dans tout le pays. Aucun bilan officiel de ces opérations n'a jamais été publié.

Les personnalités arrêtées ont été gardées pendant plus de trois semaines par la police, sans être présentées à un juge d'instruction, sans avoir le droit d'être assistées d'un défenseur. De nombreux témoignages font état de tortures subies par des détenus, dont certains sont morts dans des commissariats de police.

D'autre part, en violation de la convention judiciaire franco-marocaine, le pouvoir royal a refusé à des avocats français, choisis par les inculpés, d'assurer la défense de ceux-ci.

Informez l'opinion publique

Le procès durera vraisemblablement plusieurs semaines. En raison des chefs d'accusation, on peut craindre que des condamnations à mort ne soient requises.

Un Comité d'information et d'étude sur la situation au Maroc s'est constitué au mois d'août, sur l'initiative de Charles-André Julien, pour suivre ce procès et informer l'opinion publique. Ce comité a reçu l'appui de nombreuses organisations : C.F.T.C., U.N.E.F., C.G.T., F.E.N., Parti radical, Parti communiste français, P.S.U., S.F.I.O. Robert Verdier a tenu en son nom, lundi 25 novembre, une conférence de presse pour exposer les raisons et les objectifs de l'action entreprise.

Un meeting public aura lieu vendredi 29 novembre à la Mutualité avec les représentants des principales organisations citées. L'observateur que le Comité a envoyé à Rabat, M. René Catroux, et le bâtonnier M. William Thorp, qui a, en vain, tenté de faire respecter les droits de la défense, doivent y apporter leur témoignage.

Il faut alerter l'opinion sur le danger que courent les inculpés et dénoncer l'arbitraire du pouvoir au Maroc. Il faut avant tout obtenir que le procès soit renvoyé pour que les inculpés puissent être réellement défendus.

P. L.

Collection : « ECONOMIE ET CIVILISATION »

Philippe J. BERNARD

DESTIN DE LA PLANIFICATION SOVIÉTIQUE

Préface de Claude GRUSON

Directeur Général à l'I.N.S.E.E.

Un volume 14x22, de 336 pages avec cartes : 20,40 F.

Economie et Humanisme
LES EDITIONS OUVRIERES
12, Avenue Sœur-Rosalie - PARIS

VENEZUELA: Une campagne électorale sous le signe de la répression

JUSQU'À présent, sept candidats sont en présence. La coalition gouvernementale est représentée par le Dr Raoul Leoni, du parti Action démocratique gouvernementale, parti de Bétancourt, et par Rafael Caldera, du parti social-chrétien COPET. Les quatre autres représentent diverses forces de l'opposition légale. Ce sont les Drs Jovito Villalba, Raul Ramos Jimenez, Arturo Uslar Pietri, et le vice-amiral Larrazabal. Enfin, German Borregales, du parti M.A.N., formation catholique d'extrême-droite, dont la devise est : « Tuons les communistes pour en finir avec eux. »

Nous ne trouvons pas, évidemment, de candidats de la gauche révolutionnaire puisque, par décret, il est interdit au parti communiste et au M.I.R., mouvement de la gauche révolutionnaire, de participer aux élections.

L'une des causes de la confusion qui règne est que ni les forces gouvernementales, ni les forces de l'opposition légale ne sont respectivement arrivées à s'unir pour présenter un candidat unique. Nous voyons par exemple l'Union républicaine démocratique vouloir participer à tout prix à des élections qu'elle espère gagner, tandis que le parti Action démocratique-opposition ne participe à la campagne électorale que dans le but d'essayer de la transformer en une campagne antigouvernementale.

Une autre cause de confusion est la menace de parlementaires nord-américains d'une intervention armée des Etats-Unis au cas où il se produirait des événements pouvant mettre le régime de Bétancourt en danger.

Enfin, il est à penser que les secteurs dominants ne se trouvent que temporairement unifiés derrière la barrière de l'anticommunisme, et que leurs divisions réapparaîtront vite lorsque surviendra une période de calme.

Il est illusoire de croire que, dans ces conditions, les élections du 1^{er} décembre puissent apporter une solution, et encore moins une solution stable.

Quelques jours avant l'élection du président de la République, prévue pour le 1^{er} décembre, la situation au Venezuela reste toujours aussi confuse.

Les arrestations illégales

Les manœuvres de Bétancourt

Afin de conserver une apparence légale au simulacre d'élections qui vont se dérouler, tout en essayant de se fabriquer une majorité artificielle, Bétancourt fit emprisonner six parlementaires de gauche, et en fit poursuivre vingt autres.

En protestation, les parlementaires de l'U.R.D. et de l'A.D.-opp. parvinrent, au cours d'une réunion commune, à un accord en cinq points qui sont : condamner l'action du gouvernement ; refuser d'assister aux réunions de la commission déléguée, qui est l'organisme législatif chargé de remplacer le Congrès pendant les périodes où celui-ci n'est pas en exercice ; faire un appel à toutes les institutions du pays pour que celles-ci exigent du pouvoir exécutif la cessation de ses actions contre le Congrès ; exiger la liberté immédiate des congressistes emprisonnés ; et enfin demander qu'il soit permis au président et au vice-président de la Chambre des députés d'engager les actions légales conformes aux lois de la République contre le président Bétancourt.

Cette déclaration a été chaleureusement accueillie par un grand nombre d'institutions ayant une grande représentativité nationale.

Un résultat immédiat de ces décisions fut d'empêcher que soit approuvé un crédit d'un million et demi de dollars qui était destiné à couvrir

se poursuivent. La répression s'accroît.

La campagne électorale se poursuit dans une atmosphère de violence tandis que les journaux nord-américains annoncent un coup d'Etat imminent.

les frais de la campagne électorale gouvernementale. Devant cette situation imprévue, le gouvernement a annoncé qu'il déclarerait l'état de nécessité, qui est prévu dans la Constitution ; ce à quoi l'opposition répondit que les conditions nécessaires à l'application de l'état de nécessité n'étaient pas réunies.

Pendant ce temps, les parlementaires emprisonnés se servent du seul moyen de lutte qu'ils aient à leur disposition : ils ont commencé, le 5 novembre, une grève de la faim illimitée, et ceci malgré que trois d'entre eux soient âgés, et l'un d'eux malade.

L'opération « sauvetage »

Nous pouvons voir que la situation politique interne est passablement compliquée. Or il s'y ajoute certains faits qu'il est difficile d'interpréter, mais qui n'en sont pas moins des menaces : la découverte d'un dépôt

d'armes que le ministère de la Défense attribue à des « révolutionnaires internationaux » qui aideraient les guerilleros vénézuéliens ; le déroulement d'une opération navale baptisée « opération sauvetage », commune entre le Venezuela et la Colombie, avec la participation de la marine nord-américaine ; le rappel par le gouvernement vénézuélien de cinq mille réservistes, soi-disant afin de surveiller le déroulement des opérations électorales ; les attaques redoublées des porte-parole du gouvernement vénézuélien et des exilés cubains contre le gouvernement de Fidel Castro.

D'une pierre deux coups ?

Faut-il voir là la préparation d'une agression contre Cuba, dont le motif tout trouvé serait l'aide supposée de Cuba aux révolutionnaires vénézuéliens ? Faut-il aller plus loin, et penser qu'une telle agression, coïncidant avec la date des élections, ferait d'une pierre deux coups, et permettrait à Bétancourt de suspendre les élections, en invoquant l'état d'urgence internationale, et de se maintenir au pouvoir à la tête d'un gouvernement militaire ?

Ce ne sont que des hypothèses qui peuvent sembler hasardeuses. Mais lorsque l'on voit Bétancourt animé d'un tel désir de rester au pouvoir, à tout prix, on est tenté de dire que oui, tout est possible.

Françoise van Neyenhoff.

Informations

Election cantonale

PROGRES P.S.U. DANS LE RHONE

Canton de Saint-Laurent de Chamousset : inscrits, 6.307 ; suffrages exprimés, 4.286.

M. André Latissier (« apolitique »), 2.560 (élu) ; Lataste (Défense rurale), 1.021 ; Chevalier (P.S.U.), 359 ; Agobert (communiste), 341.

M. Latissier succède à son oncle, M. Fougousse, décédé, de la même nuance, ou de la même absence de nuance, car lui aussi, se qualifiait d'« apolitique » lorsqu'il a été élu en juin 1961, au premier tour, par 3.718 voix contre 250 au candidat communiste, et 201 au candidat socialiste.

Notre camarade Chevalier, avec 8,27 p. cent des suffrages exprimés, marque donc de nets progrès dans ce canton traditionnellement modéré.

C.E.S. Indre-et-Loire

Le Centre d'Etudes Socialistes d'Indre-et-Loire organise le vendredi 29 novembre, à 21 heures, salle Balzac, à Tours, une conférence publique sur le thème : « Les problèmes politiques et les solutions les plus urgentes à trouver ». Avec Daniel Mayer.

Centre d'études socialistes de Grenoble

Pierre Naville parlera le vendredi 29 novembre, à 20 h 45, Salle des Concerts, à Grenoble du « Conflit sino-soviétique ».

Cercle Bernard-Lazare

Le Cercle Bernard-Lazare organise pour le jeudi 28 novembre, à 21 heures, une grande réunion publique au Centre communautaire, 19, boulevard Poissonnière, sur le thème : « La détente Est-Ouest et la paix israélo-arabe ».

Prendront la parole : Edouard Depreux, André Blumel, Z Locker, Pierre Paraf et Y. Rash.

La réunion sera présidée par le Dr G. Ginsbourg.

MARGUERITE PERCEAU N'EST PLUS

Nous étions nombreux — trois générations — qui avons accompagné Marguerite Perceau au Père-Lachaise. Pour les uns c'était la femme de Louis Perceau et des beaux temps de la « Lumière ». Pour d'autres les dures années de l'occupation, où la direction clandestine du Parti socialiste se réunissait chez elle. Pour les derniers, la fondation du P.S.A. puis du P.S.U. dont elle fut la première secrétaire de section du 18^e arrondissement.

Pour tous, c'était la gentillesse, le sens humain, la rigueur d'une vie consacrée à l'enseignement et au socialisme.

C'est sans doute pour cela qu'elle éveillait tant d'amitié fidèle et que nous lui avons fait cortège : entre camarades. Que ses enfants, nos camarades, soient ici assurés de notre affection.

MARTINI



l'apéritif

LE JOURNAL D'UN FOU

de Roger Coggio

LES rapports de classe qui président à l'agonie de Pascal Cantaloup (Roger Coggio) ne doivent pas faire trop illusion. Si le metteur en scène emprunte à l'actualité, s'il installe son fou dans un décor de chambre meublée, d'imprimerie de presse, de propriété bien gardée et de camisole de force, c'est pour réduire la distance entre son personnage et son juge (le spectateur) non pour servir un quelconque dessein de propagande politique. Pascal peut noter sur ses tablettes : « 13 mai, j'ai réalisé aujourd'hui une opération fructueuse » ou supplier vers la fin : « Mais je suis prêt à discuter avec l'opposition... » il s'agit bien de *Journal d'un fou* (adapté de Gogol), et non des *Chroniques imaginaires* de Charles XI...

L'apparition du général-président en voiture découverte sur les Champs-Élysées n'est pas plus déterminante pour le héros, que la rencontre d'un loulou de Poméranie ou que la vision fugitive d'un bas tendu sur une cuisse de femme. Cette apparition interfère dans l'univers du fou au même titre que les scènes journalières : les intrigues de bureau, les cocktails (chez les autres), la distribution du courrier, ou les sollicitations fétichistes des magasins de frivolités.

« Le Journal » reste l'histoire d'un garçon solitaire trop épris de pureté pour consentir aux compromis de la vie courante ; pour se salir les mains, comme dirait Sartre. Sa faiblesse n'est pas de viser trop haut (l'amour de Sophie, la fille de son patron) mais d'accepter d'avance la défaite par le truchement du rêve ; de concéder chaque jour un peu plus à l'imaginaire au détriment du réel. Mais qui n'a jamais cédé passagèrement à pareille tentation ?

L'art (et la réussite) de Roger Coggio est de nous rendre son héros fraternel. Son combat pied à pied avec l'ange prend une grandeur tragique au milieu d'accessoires dérisoires. Impossible de ne pas se sentir concerné par le drame de cet homme rempli sur lui-même, nu, brisé, vaincu, que rien, plus jamais, ne saurait relever.

Jean-Jacques Vernon.

Théâtre

TRICOCHÉ ET CACOLET

de Meilhac et Halévy

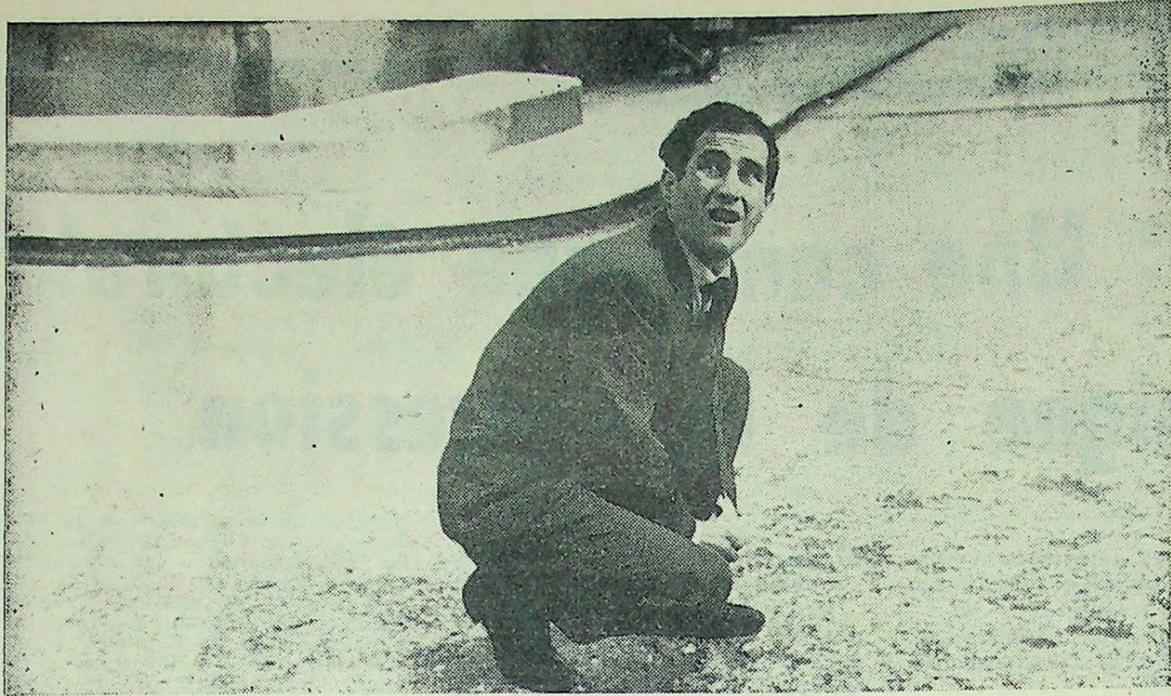
LE baron Van der Pouf souhaite trait que Bernardine, sa femme, séduise Oscar Pacha, le représentant turc, afin qu'il signe un accord financier avec lui. Bernardine n'a alors d'yeux que pour le duc Emile. Et pour se soustraire au marché complaisant autant que pour satisfaire son goût de l'aventure, Bernardine fait une fugue avec le duc Emile. Ici interviennent Tricoche et Cacolet. Plus exactement l'agence Tricoche et Cacolet (Maison de confiance). Recherches dans l'intérêt des familles. Placement de domestiques des deux sexes. Spécialité pour les maris inquiets : surveillance de leurs dames, avant, pendant et après — avec la réciprocité et généralement opérations de toutes natures. Se métamorphosant au gré des événements, les policiers privés filent, traquent les fuyards.

On voit mal ce qui a poussé Barrault à inscrire ce vaudeville au répertoire de l'Odéon. Ou plutôt si : on voit bien. La proximité des fêtes de fin d'année. Car les finesses du texte sont grosses comme des montagnes, les rebondissements visibles de cinq lieues à la ronde et l'intrigue sans surprises. Feydeau, c'est quand même autre chose. M. Charon, de la Comédie-Française, a fait une mise en scène « vive ». Acteurs, répliques volent mécaniquement selon les lois du genre. Cela sent le procédé. Du coup, Parédès (Tricoche), Cacolet (J.-P. Granval) cabotinent comme jamais. Il n'y a que J.-P. Marielle, en duc Emile, qui tire son épingle du jeu.

Tricoche et Cacolet, de Meilhac et Halévy fut, nous rappelle le programme, créée le 6 décembre 1871. Ou pour parodier le célèbre « Enrichissez-vous » : amusez-vous.

A l'Odéon-Théâtre de France.

E. C.



« Dans un décor de propriété bien gardée ».

Livres

LES VOLONTAIRES

de Saint-Loup

MUNICH OU LA DROLE DE PAIX

par Henri Noguères

Il n'est pas facile d'unir les qualités du journaliste à celles de l'historien méticuleux qui ne veut rien laisser dans l'ombre et qui a le souci constant de demeurer objectif. C'est pourtant ce qu'a parfaitement réussi à faire Henri Noguères dans son livre : Munich ou la drôle de paix (1). On lit ces quatre cents pages (in-8) comme on lirait un bon reportage rédigé « à chaud » sur l'événement. Et on y trouve en même temps l'essentiel de tous les témoignages et de tous les documents publiés au cours des vingt-cinq années qui nous séparent de cette journée capitale de septembre 1938.

Henri Noguères ne s'est pas borné à nous raconter heure par heure, et presque minute par minute, ces péripéties de la négociation à Munich entre Hitler, Mussolini, Daladier et Chamberlain : il a pris pour point de départ la crise de mars 1938, c'est-à-dire l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie.

Que l'accord de Munich ait été une victoire pour Hitler et une affreuse duperie pour la France et la Grande-Bretagne, que le conflit n'ait été évité provisoirement qu'au prix d'une « drôle de paix », nous n'en doutons plus assurément depuis le 2 septembre 1939. Mais il demeure du plus haut intérêt — et peut-être surtout pour les générations qui n'ont pas vécu ces événements — de suivre pas à pas le chemin qui a conduit à l'abandon de la Tchécoslovaquie par ses alliés. Non pas, évidemment, pour s'amuser à « refaire le nez de Cléopâtre » et pour imaginer bien vainement ce qui se serait passé si... mais pour situer exactement les responsabilités, pour retrouver dans ce passé qui pèse encore sur nous l'explication de quelques traits de notre temps, enfin pour tirer quelques enseignements politiques plus généraux.

On découvre notamment par quels moyens certains hommes au pouvoir et avec eux tous les « lobby » littéraires surent « travailler » l'opinion et l'amener à accueillir l'accord de Munich avec une aveugle allégresse. « Paris-Soir » (décidément, il n'y a rien de nouveau) ouvrait une souscription pour offrir au Premier ministre britannique « une maison de la paix sur le sol de France ». Tant il est vrai que déjà se posait le problème du contrôle des moyens d'information, problème capital des sociétés modernes.

R. V.

(1) Editions Robert Laffont, collection « Ce jour-là... »

LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

ALFRED GROSSER, à qui l'on doit déjà de nombreuses études sur l'Allemagne contemporaine et divers ouvrages de science politique, vient de publier dans la collection « Que sais-je ? » (1) un livre sur « la République fédérale d'Allemagne ».

La formule de cette collection est connue de tout le monde. L'intérêt du sujet traité ici est évident pour tous ceux qui suivent les événements

de la politique internationale ; le problème allemand demeure l'un des problèmes les plus graves de notre temps.

Aussi est-on heureux de pouvoir désormais disposer, sous une forme si agréable et si condensée, des informations élémentaires sur l'Allemagne de l'Ouest.

Après une brève histoire des origines de la République fédérale, Al-

fred Grosser étudie tour à tour les aspects essentiels de sa vie politique : institutions et forces politiques, partis, presse, syndicats, Eglises ; situation économique ; diplomatie d'Adenauer.

Bref, un memento maniable, clair et utile.

Après une brève histoire des origines de la République fédérale, Al-

Presses de la Cité.

Bertrand Renaudot.

REVUES DE CINEMA

DEUX parutions de ces jours-ci nous parlent de l'Italie : c'est d'abord le Premier Plan n° 30, de Raymond Borde et André Bouissy. Borde et Bouissy, dont on se rappelle l'étude passionnée et documentée sur le Néo-réalisme italien, passent ici en revue tout le récent cinéma italien, dans ses aspects divers qui vont de l'intellectualisme esthète au film de combat en passant par la satire ou le document social. Ils négligent le secteur, plus « commercial », du film à peuplure ou du film fantastique. Leur analyse du cinéma italien, faite, comme pour leur livre précédent, en liaison constante avec la situation politique, économique et sociale de l'Italie, sera un précieux instrument de réflexion. On pourra ne pas partager tel ou tel avis des auteurs, par exemple leur exécution sommaire d'Antonioni ; reste qu'il existe fort peu de livres, sur un tel sujet, qui l'abordent dans une perspective de lutte, d'engagement.

Le dernier numéro de Positif contient, outre des comptes rendus de festivals, critiques et entretiens avec des réalisateurs (Franju notamment, dont nous espérons bientôt voir le Judex), un « dossier » sur le cinéma, la critique, l'art et le socialisme. Les textes de ce dossier sont essentiellement italiens ; on y voit combien, sur des notions comme la liberté de faire un film, le débat d'idées a été vif (et l'est sans doute encore) en Italie, à propos des récents développements de Khrouchchev. Que Positif soit amené, pour discuter de ces questions, à traduire des textes italiens, montre bien le caractère néfaste de l'absence quasi totale de pensée critique dans le P.C. français. Sur cette même question, un manifeste des cinéastes cubains donne d'intéressantes précisions, toujours dans le même numéro.

M. R.

(1) Presses Universitaires de France.

GRÈVES DES CHEMINOTS

mais pas de mouvement généralisé

Il y a un mois, nous remarquions que la grève des cheminots du 23 octobre avait donné le coup d'envoi de l'agitation sociale de l'offensive syndicale contre le plan de stabilisation.

Dans le camp adverse, c'est-à-dire du côté du gouvernement, on ne s'est pas ému outre mesure et on a laissé se développer cette offensive, assuré, semblait-on, que la défense tiendrait. C'est ainsi que le mouvement des fonctionnaires et de l'E.D.F. a succédé à celui des cheminots, mais sans donner de résultats tangibles. On se croirait sous la IV^e République. Le nombre des grévistes n'a jamais été aussi grand et de Gaulle est en passe de ravir ses lauriers à Laniel. La politique sociale du pouvoir est décidément un succès. Cette fois, cependant, il ne recule pas et M. Pompidou demande benoîtement : « A quoi servent les grèves ? »

Au Conseil municipal de Toulouse

Un test : la S.F.I.O. reste liée à l'U.N.R.

Le 18 novembre, se tenait une réunion du Conseil municipal de Toulouse. Le groupe P.S.U. avait, dès le mois d'octobre, adressé au maire S.F.I.O. un projet de motion protestant contre les arrestations opérées par la police gaulliste dans les rangs des réfugiés politiques espagnols. Le maire avait cependant relégué à la fin de l'ordre du jour la discussion de ce projet... Il comptait sur la fatigue des conseillers pour escamoter une question gênante ; car le groupe S.F.I.O. se trouvait placé devant une alternative désagréable : ou bien il voterait « pour », et il risquait la rupture de la majorité S.F.I.O.-U.N.R. qui administre Toulouse depuis 5 ans, ou bien il voterait « contre », et il compromettrait singulièrement son entreprise de « regroupement antigauilliste sans exclusive »...

Car, tout en collaborant avec l'UNR au Capitole, tout en conservant un premier adjoint U.N.R. auprès du maire « socialiste », la S.F.I.O. toulousaine prend des contacts de tous côtés, « pour en finir avec la dictature gaulliste ». On allait donc voir ce que valait cette belle détermination : le point de rupture — si l'on voulait rompre — était fort honorable, car la cause de l'émigration espagnole est une de celles qui émeuvent le plus vivement la gauche de ce pays, surtout à Toulouse ; et l'aversion éprouvée à l'égard du franquisme est vraiment commune à tous les républicains.

Eh bien ! non... La S.F.I.O. toulousaine n'a pas voulu risquer une rupture avec l'U.N.R. ! Son groupe municipal a voté « contre » la motion P.S.U. Il n'a pas voulu apporter aux Espagnols, victimes du gaullisme, le simple appui moral qu'ils étaient en droit d'attendre !

C'est évidemment, une « péripétie ». Mais c'est aussi un test : il prouve que la S.F.I.O., telle qu'elle est aujourd'hui « structurée », préfère toujours un avantage immédiat à l'affirmation des principes les plus « intangibles ». Il démontre que la trahison du 13 mai n'est pas un accident historique, mais la manifestation d'une attitude profondément enracinée, qui s'extériorise à l'occasion d'un petit comme d'un grand événement. Et il nous incite à réfléchir sur ce qu'on peut attendre du parti de Guy Mollet dans le « Rassemblement antigauilliste » qui se prépare. A Toulouse, on est fixé.

Cette situation ne peut manquer de préoccuper les syndicats. Ainsi que nous l'avons souligné, ceux-ci se trouvent placés devant un problème tactique redoutable. Faut-il se lancer dans un mouvement d'ensemble, dont les conditions semblent de plus en plus réunies, mais au risque d'échouer en particulier faute d'un appui suffisant sur le plan politique ? Faut-il, au contraire, tenter d'user la résistance du gouvernement par des actions répétées intervenant successivement dans plusieurs secteurs ? Problème difficile à coup sûr, car dans un cas les organisations ouvrières risquent de ne mener qu'un baroud d'honneur et dans l'autre de voir s'essouffler rapidement les travailleurs, de plus en plus sceptiques sur l'efficacité des mouvements limités.

Controverse C.G.T.-C.F.T.C.

Le problème se complique encore du fait que les deux principales centrales syndicales, la C.G.T. et la C.F.T.C., ont choisi jusqu'ici des tactiques différentes.

Ainsi que nous l'avons indiqué, la C.F.T.C. s'efforce de provoquer un mouvement d'ensemble, de caractère interprofessionnel, au cours duquel seraient opposés au plan de stabilisation un certain nombre d'objectifs favorables aux salariés : relèvement du S.M.I.G., amélioration des pensions des vieillards et infirmes, augmentation des prestations familiales.

Tel était le sens que la C.F.T.C. voulait donner à la journée d'action du 27 novembre. Le manifeste de la Confédération précisait que « cette journée, loin d'être un aboutissement, constitue en effet le développement des mouvements engagés, l'élargissement de l'action revendicative que souhaitent les travailleurs. Elle ouvre, à l'évidence, les perspectives d'une action plus profonde pour la transformation des structures que réclame la classe ouvrière de ce pays ».

Mais, en dépit d'une entrevue avec les dirigeants de la C.G.T. — qui avait été souhaitée par celle-ci — le bureau confédéral de la C.F.T.C. n'arrivait pas à convaincre la centrale rivale de la nécessité d'une action généralisée.

Les dirigeants de la C.G.T. ne nient pas que l'aspiration à un mouvement d'ensemble existe chez beaucoup de travailleurs, mais ils soutiennent que la C.F.T.C. veut capter ce courant à son profit, alors que la situation n'est pas mûre dans tous les secteurs pour un tel mouvement.

D'où le communiqué de la commission administrative de la C.G.T. déclarant : « La décision unilatérale

prise par la C.F.T.C. à propos de la journée du 27 novembre ne va pas dans le sens de l'union. Elle n'est ni réfléchie ni réaliste. » Les organisations confédérées étaient, en conséquence, invitées à maintenir la lutte dans le cadre défini : « faire aboutir les revendications sociales et économiques pour lesquelles elle a été engagée ». Et le communiqué ajoutait : « Elles repousseront tous verbiages gauchistes, tels que la transformation des structures qui pose des problèmes autrement importants, qui exige autre chose que de vagues affirmations et qui est sans commune mesure avec le but fixé pour la bataille présente. »

On peut regretter ce refus de dépasser les batailles corporatives, encore qu'il faille reconnaître qu'en l'absence de débouché politique le thème de la transformation des structures risque de n'avoir qu'une valeur de propagande. Sans doute faut-il ajouter, en ce qui concerne les communistes, le souci de rassurer des alliés parfois fort modérés dans la perspective d'une « union de tous les républicains pour une démocratie véritable ».

Du côté F.O., on penchait pour la position prudente de la C.G.T. Le cartel F.O. de la fonction publique oubliait même son ostracisme à l'égard des syndicats de la rue La Fayette en publiant un communiqué identique à ceux de la fédération des fonctionnaires C.G.T. et de la F.E.N. (laquelle maintient solidement son exclusive à l'égard de la C.F.T.C.). Les trois organisations contestaient « l'exactitude des affirmations récentes du Premier ministre à propos de l'effort fait par le gouvernement pour les travailleurs du secteur public, et notamment pour les fonctionnaires » et n'envisageaient qu'ultérieurement de « donner la réponse qu'il s'impose au refus persistant du pouvoir ».

Seule la fédération C.F.T.C. des fonctionnaires prenait position pour la grève le 27 novembre.

Dans les mines, alors que la C.G.T. prévoyait ce jour-là un mouvement de vingt-quatre heures, la fédération F.O. s'abstenait en l'absence d'une action d'ensemble du secteur public. A l'heure où nous écrivions, nous ne savions pas si la fédération C.F.T.C. des mineurs ferait de même ou répondrait à l'appel de sa Confédération.

A l'E.G.F., refus de la C.G.T. de prendre une décision pour le 27, comme l'y conviait la fédération C.F.T.C., avant que la position de la fédération F.O. ne soit connue (c'est-à-dire avant la fin du congrès confédéral).

Dans le secteur privé, seule la fédération C.F.T.C. du textile appelait à cesser le travail le 27.

Dans ces conditions, en dépit de

la grève des cheminots, le succès de « la journée » C.F.T.C. était compromis en raison du refus de la C.G.T. et de F.O. d'étendre le mouvement.

Les cheminots en pointe

Une fois de plus, les cheminots passent à l'action. En dépit des divergences qui existent dans d'autres secteurs, le mouvement de cette infanterie sera-t-il suivi de nouvelles grèves ?

Cette fois, le mouvement a été étendu sur trente-quatre heures de façon à entraîner le maximum de perturbations, tout en permettant au plus grand nombre possible d'agents de participer à l'action sans perdre plus d'une journée de salaire (ce qui constitue un minimum depuis la loi antigreve).

De plus, les syndicats de cheminots unanimes (y compris les cadres et les roulants autonomes) ont pensé qu'il fallait cette fois alerter les usagers de la S.N.C.F. que risquent d'irriter les grèves répétées.

Dans un tract répandu à trois cent mille exemplaires, ils soulignent que « sur 350.000 cheminots, 175.000, soit 50 p. 100, gagnent moins de 600 F net par mois, que 330.000, soit 93,5 p. 100, ne gagnent pas 1.000 F net par mois ». Et, citant les salaires d'agents de différents services, ils déclarent que « cette situation de bas salaires a d'ailleurs des répercussions sur le recrutement » et que « le service de la S.N.C.F. risque, dans les mois qui viennent, d'être gravement perturbé par manque de personnel qualifié ».

Le tract insiste aussi sur l'augmentation de la productivité résultant de l'accroissement du trafic marchandises et voyageurs et de la diminution du nombre de cheminots de 160.000 depuis 1938.

Le tract fait encore état des charges qui pèsent sur la S.N.C.F. (et qui expliquent le déficit) en raison de la limitation imposée de ses tarifs : « Si la tarification voyageurs n'est inférieure que de 9 p. 100 à celle de 1938 par rapport à l'évolution des prix, les tarifs marchandises ont, eux, un retard de 34 p. 100. Ainsi, la S.N.C.F. paie ses matières premières et son matériel trente-cinq fois plus cher qu'avant guerre, alors qu'il lui est imposé de ne faire payer le transport de ces mêmes matières qu'au coefficient 24. »

Enfin, les syndicats indiquent, chiffres à l'appui, que le prix du transport a peu d'incidences sur le coût de la vie.

Ces explications suffiront-elles à valoir aux cheminots la compréhension de l'opinion publique ?

M. C.

Le premier en France, le PSU se lance dans les enquêtes d'opinion

Pour la première fois en France, un parti politique vient d'expérimenter, avec ses propres militants, une méthode moderne d'enquête pour connaître certaines réactions du public sur des sujets donnés. Le P.S.U. a commencé par la force de frappe française. Proposé par Ludovic Marcus, responsable de propagande de la fédération parisienne, le questionnaire a été appliqué à Paris, après avoir été testé à Lyon et à Rennes.

Ont participé à l'enquête sur le terrain les enquêteurs suivants (appartenant ou non au P.S.U.) : Andrievet, Manuela Barbier, Benglia, Brosse, Delore, Enock, Gobicchi, Fabrigues, Kerval, Jacqueline Fortin, Grynbaum, Thérèse Harant, Yvonne Jaffrelot,

Jaskarzew, Arlette Lardon, Lévy, Lorach, Dominique Outin, Sarenbaud et Soupault.

Les questionnaires ont été exécutés par les soins gracieux de l'organisation F. Masson, puis par les Fédérations de Paris et de la Seine-Banlieue du P.S.U.

La première réunion d'information, avec magnétophone, fut tenue avec un groupe de lycéens et lycéennes du P.S.U., sympathisants et communistes. L'expérience a montré que les enquêteurs les plus dynamiques sont sortis de cette réunion. A eux seuls, deux faction-leaders du lycée La Fontaine et du lycée Voltaire ont constitué de véritables plaques tour-

nantes d'enquêtes dans leurs arrondissements respectifs. Or ils étaient pratiquement les seuls P.S.U. de leur établissement. C'est dire qu'ils ont fait travailler des sympathisants, voire d'autres organisés, notamment des lycéens du P.C. Il n'y a plus de divergences quand il s'agit de poser ensemble la même question.

Les camarades intéressés par les résultats de l'enquête ou par cette nouvelle méthode d'action peuvent demander des exemplaires de ce document à Tribune Socialiste, 54, boulevard Garibaldi, Paris-XV^e (envoi contre remboursement : 6 francs ; les 10 exemplaires : 50 francs). Ecrivez-nous vos réactions pour ouvrir un débat sur ce sujet.

J. F. KENNEDY

SUR l'émotion, l'indignation voire la stupéfaction populaires face à un événement qui par sa soudaineté, les circonstances qui l'entourent, les moyens pour en transmettre la nouvelle et la personnalité de son auteur est une tragédie à la dimension du monde, tout ou presque a été dit.

La question est maintenant de savoir ce qui demeurera et ce qui disparaîtra avec cet homme dont quelques-uns disent qu'il est irremplaçable : John Fitzgerald Kennedy.

Rien ne peut être compris si on n'analyse pas ce que l'arrivée de Kennedy à la présidence a signifié, pour l'Amérique d'abord, pour le monde ensuite.

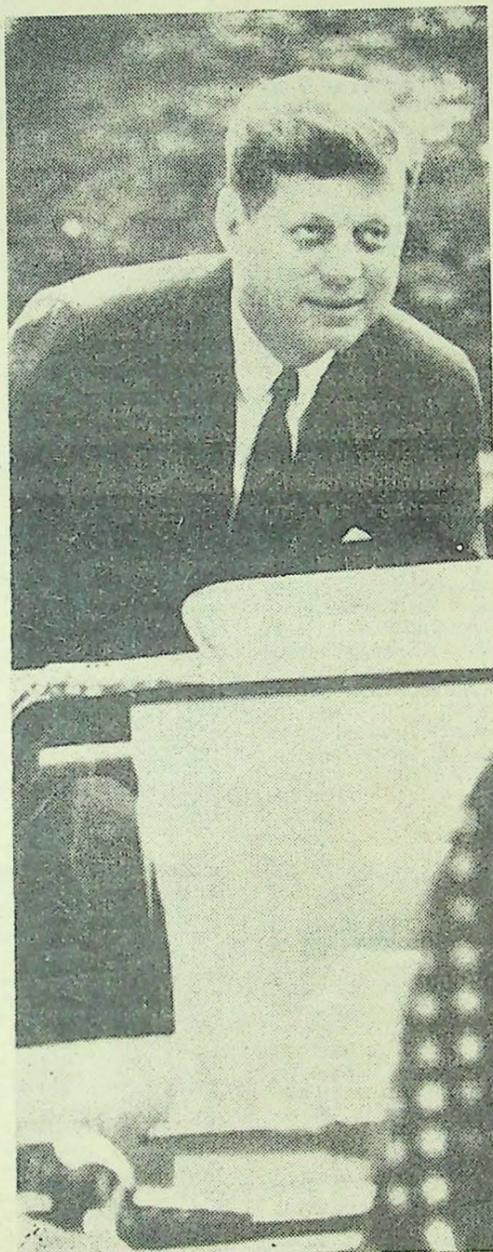
Dans un pays riche, presque repu, qui sombrait lentement dans le paternalisme ce fut l'irruption d'une nouvelle génération qui, se reconnaissant dans Kennedy, affirmait à l'Amérique que l'ère des pionniers n'était pas close, que quelque chose de mieux encore pouvait être fait.

Dans une langue que, chez les politiciens, seul Roosevelt avait maniée avec cette élégance et cette précision, Kennedy fait un bilan de l'état de la nation dans lequel il remarque que si l'argent et les affaires sont un moyen de la puissance ils ne sont pas les seuls et que la culture et l'instruction sont aujourd'hui les attributs du rayonnement et pour demain ceux de la puissance.

Alors entrent à la Maison Blanche en foule ceux qui depuis Roosevelt en étaient écartés : les intellectuels. Avec eux l'appareil de l'Etat change de visage, de langage, de style. Des idées nouvelles apparaissent : l'Amérique est riche mais l'Etat est pauvre. Les investissements sociaux sont faibles. Les techniciens et les ingénieurs sont nombreux mais le budget de l'Education est sans rapport avec les besoins immenses de l'avenir. L'Amérique est une démocratie, mais applique-t-elle chez elle la justice et l'égalité ? Le budget de la Défense est écrasant, s'il continue à croître, le budget de l'Armée sera bientôt celui de l'Etat tout entier — déjà la Recherche scientifique, les industries de pointe risquent d'être uniquement dépendantes du budget de la Défense. Progressivement, en équilibrant les forces, Kennedy met en place l'arsenal législatif qui doit lui permettre de répondre aux questions qu'il a lui-même posées au peuple américain : développement des investissements sociaux, refonte de l'enseignement, redistribution des moyens d'informations télévisées, réorganisation de la Défense, enfin lois d'intégration raciale.

Il a mis en place les moyens de la réforme mais pour autant les réformes ne sont pas accomplies. Il faut les faire accepter d'abord, appliquer ensuite. La bataille est de tous les jours, et les résistances peu à peu organisées sont de toutes les heures. Les intérêts lésés, la routine, les situations acquises, les freins de tous côtés fonctionnent. La popularité de Kennedy parcourt une sinusoïde, mais une voie est tracée, une politique définie.

A l'autre bout du monde, aux prises avec des problèmes qui pour ne pas être



(Agip.)

les mêmes n'en sont pas moins semblables, un homme, Khrouchtchev, fait subir à son pays une évolution remarquable. Lancé dans la guerre froide, il en mesure certains des avantages, mais aussi les inconvénients et surtout les risques. Attentif, fasciné par les choses plus que par les gens d'Amérique, l'arrivée de Kennedy à la présidence est aussi pour lui une fenêtre sur l'avenir. Lentement, progressivement, l'Amérique et l'U.R.S.S. vont se parler d'abord à Genève à la Conférence du Désarmement, ensuite lors de la rencontre Khrouchtchev-Kennedy à Vienne, avec des hauts et des bas jusqu'au jour où, jouant le jeu infernal de la nouvelle stratégie nucléaire, la crise de Cuba met les antagonistes et le monde devant cette réalité maintenant évidente : la guerre entre les deux Grands c'est l'apocalypse. Alors, ensemble, ils reculent et négocient. Après l'alerte et l'angoisse, c'est la détente et l'espoir.

Plus vite que dans le passé récent, les contacts se rétablissent et, conscients de ce que leurs forces formidables font courir de risques au monde, Kennedy et

Khrouchtchev s'engagent dans la politique de détente.

SI pour Khrouchtchev la détente pose des problèmes : les frontières de l'Europe, les pays en voie de développement, les Chinois, elle n'en pose pas moins à John Fitzgerald Kennedy. De son leadership occidental, il doit s'assurer la solidité, sur le glacis du « monde libre » il doit se renforcer ou liquider les positions incommodes comme le Sud-Vietnam. De l'Amérique latine aux prises avec les problèmes mêlés du sur-développement et du sous-développement, il lui faut maintenir la tranquillité, voire aider l'évolution. Mais tous les deux savent qu'avant d'aborder les grandes questions encore pendantes il leur faut tenir ferme la porte du Club atomique. A deux on peut empêcher les bêtises, cela devient plus difficile à trois ou à quatre et presque impossible au-delà.

La Paix passe peut-être par ce chemin.

Mais sitôt cette politique dessinée, des résistances se manifestent. A la nécessité qu'impose le danger nucléaire de recourir à une organisation plus stricte des systèmes, s'opposent, l'histoire, l'évolution, les projets de pays ou de groupes de pays qui, élargissant le sentiment national à des Communautés de continent, n'entendent pas se plier à un leadership américain qui risque de se transformer en hégémonie.

Là aussi des freins sont mis, des forces s'organisent mais l'enjeu est clair, Cuba est là pour le démontrer, une ligne de conduite est fixée. En politique intérieure comme en politique extérieure, le choix de Kennedy est fait. Certainement il y aura des retards, il faudra négocier, temporiser, peut-être céder sur tel ou tel point, mais la volonté est clairement marquée d'avancer sur le chemin de la détente, d'organiser la paix, non pas en fonction des armes traditionnelles mais par rapport au risque atomique.

ON en était là lorsque la balle d'un assassin arrêta dans sa course un des partenaires de cette partie gigantesque.

Bien entendu, nous ne sommes pas sur le fil du rasoir. Tout n'est pas ou tout noir ou tout blanc. Le monde demain ne va pas tout d'un coup basculer dans la guerre ou dans la paix. L'Amérique subitement ne sombrera pas dans la guerre raciale ou le paternalisme. Le nouveau président des Etats-Unis ne pourra faire autrement que de suivre la politique de son prédécesseur, les grandes options seront maintenues, les réformes ne seront pas remises en question, la détente sera poursuivie. Mais cette « politique Kennedy », pour l'appeler par son nom, avait un visage, un style, elle était marquée par une volonté, une pratique qu'on connaissait. Ici ou là on l'avait appréciée, combattue, jugée. Les risques d'une mauvaise interprétation avaient ainsi diminué. Si demeure la politique, disparaissent avec l'homme son style et sa volonté, et pour les Américains comme pour le monde, le sentiment que la paix pour aujourd'hui et pour demain ne courait aucun danger.

Les responsables de l'attentat en fauchant un grand destin ont ouvert sur l'avenir des hommes une grande incertitude.

P.-A. MAURIENNE.